Première année. --- N° 30.

CINQ CENTIMES

Mercredi 9 Mars 1887.

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour ce qui concerne la Rédaction, s'adresser au Secrétaire
34, rue Tupin, à Lyon

LA RÉDACTION NE RÉPOND PAS DES MANUSCRITS QUI LUI SONT ADRESSÉS

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	Un an
Rhône et départ. limit.	5 fr.	10 fr.	18 fr.
Autres départements..	7 fr.	14 fr.	26 fr.
Étranger (Union post.)	10 fr.	20 fr.	40 fr.

(On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste)

LA TRIBUNE

Organe de la Démocratie Radicale

DE LA RÉGION DU RHONE

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour l'Administration, s'adresser à l'Administrateur
34, rue Tupin, à Lyon

LES LETTRES NON AFFRANCHIES SERONT REFUSÉES

ANNONCES

Les annonces du journal sont reçues exclusivement :

A LYON, à l'Agence FOURNIER, 14, rue Confort et dans ses succursales de Saint-Etienne et de Grenoble.

A PARIS, chez M. AUDEBOURG, 10, place de la Bourse.

La Grève d'une Compagnie

La Compagnie des mines de Bessèges s'est mise en grève. Vous lirez dans les journaux que c'est le contraire et que ce sont les ouvriers mineurs qui se sont mis en grève contre la Compagnie. Ce sont les journaux qui se trompent, et, si bizarre que la nouvelle paraisse, elle est parfaitement authentique, je vous prie de n'en pas douter.

Il est certain que les ouvriers ont refusé depuis quelques jours le travail à la Compagnie, mais il est non moins certain que la Compagnie refuse depuis la fin de l'année 1886 de payer les ouvriers. Elle a même fait afficher cet avis étrange : « La paie de janvier sera terminée le 26 mars courant ; celle de février, le 16 avril ; celle de mars, le 7 mai ; celle de mai, le 25 juin. » Le seul détail qu'elle ait oublié, c'est de se demander comment les ouvriers feraient pour vivre et pour faire vivre leurs familles durant les mois pendant lesquels ils ne toucheraient pas un sou.

Cette compagnie, qui se met en grève par le refus de salaire à des travailleurs, qu'elle réduit à mourir de faim après avoir exploité leur main d'œuvre, me paraît douée d'une prétention qui dépasse tout ce que permet la législation baroque d'où elle est sortie. Je ne sais pas si le gouvernement s'est préoccupé de son cas, mais il est urgent qu'il l'examine et qu'il avise. Qand des ouvriers qu'on représente comme libres de régler l'offre de leur travail et de se coaliser pour faire valoir leurs demandes, se mettent en grève contre leurs patrons, ils reçoivent immédiatement la visite des gendarmes. S'ils font mine de se grouper et de tenir en suspicion ceux d'entre eux qui ne s'associent pas à leur action, ils voient apparaître des baïonnettes et ne peuvent discuter leurs intérêts que sous l'œil de la police, sous la menace du sabre, entourés de faisceaux de fusils Gras. Si des actes délictueux se produisent ou seulement si des paroles violentes non suivies d'effet sont prononcées, le parquet opère, les tribunaux fonctionnent, les portes des prisons s'ouvrent et les peines les plus sévères — les plus iniques — sont prononcées contre ceux qui sont désignés comme les meneurs.

J'aime à croire que, cette fois, si la police agit, si les gendarmes font « leur métier difficile », si les troupes interviennent et si les tribunaux sont mis en mouvement, ce ne sera pas contre les ouvriers mineurs, qui sont dans leur droit strict et dans leur devoir en réclamant le pain qu'ils ont gagné par un labeur des plus pénibles, mais contre la Compagnie qui sort de ses droits et manque à ses devoirs en ne payant pas le salaire de ses ouvriers.

Il est vrai que la Compagnie me semble avoir pris ses précautions pour faire croire que le danger vient, non pas d'elle mais de ceux que le défaut d'exécution de ses engagements réduit à la plus extrême misère. Ainsi, l'on annonce que des cartouches de dynamite ont fait explosion près des bâtiments de l'administration des forges. Naturellement, les dites cartouches n'ont atteint personne ; autrement, l'ordre et la marche du programme seraient outrepassés. C'est le cas de répéter le mot d'Henri Rochefort, à propos des bombes explosibles de la fin de l'Empire : « Le besoin d'un complot se faisait généralement sentir. » Car, je le dis très nettement, comme j'en suis convaincu, il est inadmissible que les ouvriers, qui ont pour eux le droit, la raison, la justice et le sentiment général d'humanité qu'excite une affaire de ce genre, aient recours à des procédés aussi insensés pour obtenir satisfaction.

Cette dynamite inoffensive, qu'on trouve si opportunément pour donner le change sur le caractère de la grève, ne trompera que ceux qui voudront bien être trompés. En réalité, les mineurs n'ont cessé d'être tranquilles, ils ne se sont pas départis du calme qui convient à la justesse de leurs réclamations, ils se sont maintenus sur le terrain légal, qui suffit pour qu'ils aient gain de cause. Ils ont demandé des garanties pour leur caisse de secours, et personne ne peut en être surpris, le simple bon sens indiquant qu'on ne peut laisser les prélèvements opérés sur leurs salaires, aux mains de patrons qui ne les payent plus.

Supposez qu'un industriel ordinaire, un fabricant d'étoffes ou un maître de forges, cesse de payer ses employés. Ils l'assigneront devant les juridictions compétentes, et si la faillite est inévitable, le syndic apparaîtra. La législation minière est si bien faite qu'elle n'a pas prévu le cas où la société concessionnaire en viendrait à suspendre ses paiements. Cependant cette éventualité devait d'autant plus être prévue que les concessionnaires de mines ne doivent pas seulement des salaires à leurs ouvriers, mais des taxes à l'Etat. Et je ne serais pas surpris que la Compagnie de Bessèges exécutât aussi rigoureusement son contrat avec l'un qu'avec les autres.

Tout ce que dit la loi de 1810, c'est que « si l'exploitation (de la mine) est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au ministre, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. » C'est le texte de la clause de déchéance. Mais, en dehors même de cette disposition dont l'application a été étendue par la loi de 1838 et dont l'Etat peu se servir dans la plupart des cas, il y a des moyens nombreux d'empêcher les compagnies minières d'user de leurs privilèges au préjudice des ouvriers. Et nous comptons bien que, dans cette circonstance, le gouvernement de la République ne laissera pas déchoir son droit.

C'est assez que le travail de l'ouvrier mineur soit rémunéré par une rétribution souvent insuffisante; c'est assez qu'il expose le prolétaire aux plus terribles hasards et aux plus douloureuses catastrophes ; c'est assez qu'il soit l'enjeu des spéculations d'une oligarchie terrienne et qu'il ait échafaudé quelques-unes des plus grandes fortunes de France ; c'est assez que, dans toutes les occasions, l'aristocratie capitaliste, représentée par l'administration des Compagnies, ait eu avec elle toutes les forces gouvernementales, la police, la magistrature, la gendarmerie, l'armée, voire le parlement ; il est temps que les ouvriers, auxquels le plus rude labeur impayé ne fournit plus les moyens de vivre, soient secondés dans leurs légitimes revendications contre les patrons qui leur laissent la ressource de la mendicité et du vagabondage en échange de l'enrichissement qu'ils ont acquis à leurs dépens.

S. PICHON

DÉMENCE D'UN DÉPUTÉ

Depuis déjà plus d'un an, un député de Paris, M. le docteur Villeneuve, frappé d'aliénation mentale, a cessé de pouvoir remplir le mandat qui lui a été confié.

Pourtant, aucune mesure n'a été prise — et on affirme que le gouvernement ne croit pas pouvoir en prendre — pour qu'il soit pourvu au remplacement de M. le docteur Villeneuve.

Il paraît que la folie, constatée incurable, n'est pas incompatible avec le mandat de député ; on ajoute même que la jurisprudence parlementaire ne permet pas à un député devenu fou de donner sa démission.

Il est à souhaiter, pour la dignité de la Chambre, qu'un projet de loi vienne mettre fin à une semblable situation.

Marchandage électoral

Le *Lyon Républicain* en confirmant que M. de Flourens continue à décliner toute candidature sénatoriale, ajoute :

Quant à la lettre publiée par des journaux de Saône-et-Loire, d'après laquelle il aurait fait des offres à M. Martin pour son désistement, c'est un simple canard.

En même temps l'*Union Républicaine* de Mâcon publie la lettre suivante qui lui est adressée par un des concurrents de M. Flourens :

Tournus, 6 mars 1887.

Mon cher directeur.

C'est pour moi un pénible devoir de déclarer qu'une *compensation* m'a été offerte par le promoteur (qui n'est pas M. Richard) de la candidature de M. le ministre des affaires étrangères.

Je ne veux donner aucun détail, mais j'adresse à M. Flourens, qui ne peut douter de mon désintéressement, cette prière : Pour vous et pour la République, ne maintenez pas votre candidature.

Amitiés,
Félix MARTIN.

Oui ou non, M. le ministre des affaires étrangères a-t-il essayé de faire acheter le désistement d'un candidat à son profit. Nous attendons une réponse catégorique, car il n'est pas facile de voir clair entre les démentis que MM. Flourens et Martin se donnent réciproquement.

L'OPPORTUNISME RÉCOMPENSÉ

L'idée n'est encore venue à aucun ministre d'offrir à Duval une recette générale.

Cependant, du train dont vont les choses, Duval ne doit pas désespérer, puisque le gouvernement se fait un plaisir de récompenser les opportunistes qui sont bien plus dangereux que lui.

En effet, M. Rougé, député blackboulé du département de l'Aude, vient d'être nommé receveur particulier des finances à Limoux. Ses titres ? Il n'en a pas.

Il fut battu jadis, et croyez bien qu'il portait au combat le drapeau de l'opportunisme. Cela suffit.

Que de fois avons-nous eu l'occasion de remarquer que nul ne se recommande mieux à la sollicitude des distributeurs de places que les dédaignés du suffrage universel ! Les électeurs ne veulent plus d'eux ; le ministère les repêche, et les recueille, et les case. Aux finances, principalement, M. Dauphin est, comme ses prédécesseurs le *Réfugium afflictorum*.

D'ailleurs, nous nous bornons à constater platoniquement ces scandales.

Espérer qu'on y renonce ! Oh ! nous ne sommes plus si naïfs ! Les élus du pouvoir ont toujours été et continueront à être les fruits secs du scrutin.

Jusqu'à ce que ça change.

LE SEPTENNAT AU REICHSTAG

Le Parlement allemand a discuté le projet de loi militaire. Le général Bronsart de Schellendorff, ministre de la guerre, a fait remarquer qu'il ne restait presque plus rien à dire touchant le projet de loi :

M. de Bennigsen, candidat libéral-national, a fait ensuite des déclarations favorables au projet.

M. Windthorst a dit que le centre se réservait de préciser son attitude le jour où les résultats de toutes les élections de ballottages seraient définitivement connus et qu'on pourra parler de cette question.

M. Richter a déclaré que ses amis se plaçaient au même point de vue qu'avant la dissolution, qu'ils représenteraient les mêmes amendements et que si ceux-ci étaient repoussés ils voteraient contre le projet.

M. Singer (socialiste) s'est prononcé, au nom de son parti, contre le projet de loi, parce qu'il imposait de trop lourdes charges au peuple.

M. de Reichesperger (centre) a déclaré ajourner ses scrupules jusqu'à la deuxième [illegible]

La première lecture est close. Personne ne demandant le renvoi à la commission, la deuxième lecture aura lieu en séance plénière.

Le chancelier de l'empire a assisté à une grande partie de la séance.

LETTRE DE PARIS

Paris, 8 mars.

On s'est fort inquiété, depuis deux ou trois jours, dans les cercles politiques, des graves nouvelles relatives à la santé de l'empereur d'Allemagne apportées de Berlin par les correspondances particulières. Elles sont, à la vérité, en complet désaccord avec les renseignements communiqués aux journaux par l'agence Havas ; mais personne n'ignore que l'officieuse agence puise à peu près toutes ses informations dans les ambassades ; or, je ne vois pas que l'on ait jamais vu le représentant d'un monarque confesser que son maître soit malade avant que l'agonie ait commencé. Il faut qu'un souverain soit absolument abandonné par tous ses médecins, pour que son ambassadeur se décide à avouer que le coryza dont il le déclarait atteint pourrait bien être une fluxion de poitrine.

Ce n'est donc pas dans les télégrammes complaisants de l'agence Havas qu'il convient de chercher des renseignements exacts sur la santé des portes-ceptre en général, et de l'empereur Guillaume en particulier. D'autre part, les dépêche sont soumises, en Allemagne, à une censure tellement sévère, qu'il est bien difficile de télégraphier de Berlin autre chose que ce qui plait au gouvernement. Fort heureusement les correspondances postales sont un peu plus libres — non point tout à fait pourtant, car le *cabinet noir* existe au delà des Vosges — et c'est elle qui nous apportent les seuls renseignements auxquels on puisse accorder confiance.

Or, les lettres de Berlin ne laissent aucun doute sur l'état dans lequel se trouve Guillaume Ier : le vieil empereur se meurt ou, pour parler plus exactement, s'éteint. C'est l'an dernier, pendant les grandes manœuvres exécutées en Alsace-Lorraine par l'armée allemande, que les premiers symptômes d'affaiblissement sénile bien caractérisé se sont manifestés. L'empereur, on ne l'a pas oublié, était venu à Strasbourg pour assister à ces manœuvres ; il devait ensuite se rendre à Metz. Mais, dès le premier jour, et bien qu'il fût en voiture, il lui fût impossible de rester plus de deux heures sur le terrain des exercices ; on dut le ramener en toute hâte à Strasbourg. Le soir même il s'alitait, et peu de jours après il reprenait à petites journées la route d'Allemagne, contremandant son voyage à Metz.

Depuis lors, il ne s'est jamais rétabli ; ses facultés ont continué à baisser de jour en jour, et l'on assure même que s'il n'a publié aucun manifeste à l'occasion des élections au Reichstag, cela tient à ce qu'il lui a été impossible de prendre connaissance du texte préparé par M. de Bismarck et de le signer.

De temps à autre, il est vrai, et tout récemment encore, Guillaume Ier se montrait, vers midi, à l'une des fenêtres de son palais, celle qui est placée à l'angle du monument et d'où l'on peut voir à la fois l'avenue de l'Opéra et la promenade *Unter den Linden* : mais il fallait que deux serviteurs le prissent dans leurs bras et le portassent jusqu'à la fenêtre historique. Encore ces exhibitions périodiques ont elles cessé depuis quelque temps.

Ce qui contribue à affaiblir considérablement le malade, c'est l'hématurie dont il souffre et qui s'est beaucoup aggravée dans ces dernières semaines. « Actuellement, dit « dit une lettre que j'ai sous les yeux, et « dont le signataire, habitant Berlin depuis « de longues années, est en position d'être « très exactement renseigné, actuellement « Guillaume Ier est plongé dans un assoupissement profond dont ses médecins le « tirent d'heure en heure, de crainte qu'il « ne se réveille jamais. L'estomac ne fonctionne plus, et pour sustenter l'empereur, « on est obligé de recourir à l'emploi de la « sonde œsophagienne. »

Cet état de choses peut assurément se prolonger quelque temps encore, comme il peut aussi prendre fin tout à coup. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le 22 de ce mois, l'empereur entre dans sa [illegible] vingt-onzième année. N'assistait-il pas, en 1813, à la bataille de Leipsick ? Parvenu à ce grand âge, l'homme fût-il roi ou empereur, est à la merci du premier accident.

Il est donc assez naturel que l'on se préoccupe un peu, et même beaucoup, du successeur de Guillaume Ier, le prince Fritz — autrement dit Frédéric. Quels sont ses sentiments personnels ? Quelle direction compte-il imprimer à la politique générale de l'Allemagne ? Sera-t-il, comme quelques-uns le prétendent, le chef du parti de la guerre ? Est-il au contraire, partisan du maintien de la paix. Autant de questions auxquelles il est extrêmement difficile de répondre, car sur tous ces points, les renseignements sont des plus contradictoires.

Ce que l'on sait bien, par exemple, c'est que le *Kronprinz* n'a jamais aimé M. de Bismarck, et que son opposition au chancelier de l'empire a toujours été vivement encouragée par sa femme, Victoria-Adélaïde, esprit énergique et résolu, qui exerce sur son mari une très grande influence. Ce que l'on sait encore, c'est que, chargé d'années et de gloire, le vieil empereur a maintes fois exprimé la volonté formelle de ne plus tirer l'épée ; il voulait achever dans la paix la plus profonde son existence si longue et si remplie. Il y avait là pour l'Europe une sérieuse garantie de tranquillité qui lui manquera avec le successeur de Guillaume.

M. de Bismarck, il est vrai, semble aussi peu partisan des aventures belliqueuses que son vieux maître ; il craint, lui, de compromettre son œuvre : l'unité allemande, qui, n'étant pas cimentée par le temps, ne résisterait probablement pas à un grand échec militaire. Ceux qui l'entourent affirment qu'il est très sincère dans ses déclarations pacifiques.

Mais qui peut dire si M. de Bismarck sera le premier ministre du futur empereur d'Allemagne ? Qui sait si, au contraire, son éloignement ne sera pas le premier acte du règne de Frédéric Guillaume ? L'antipathie que le Kronprinz lui a toujours témoignée rend l'hypothèse au moins vraisemblable.

A cette aversion pour l'homme qui fut tout à la fois le Richelieu et le Cavour de son père, le prince impérial joint une haine profonde et non dissimulée contre la Russie. Ces deux sentiments semblent le destiner presque fatalement à tomber entre les mains du parti de la guerre ; et c'est pourquoi l'on ne peut se défendre de quelque appréhension en songeant aux éventualités que la mort de Guillaume Ier rendrait possibles.

Maurice RENAUD.

L'Évacuation de l'Égypte

Le *Daily News* apprend de Constantinople que sir H. D. Wolff a discuté les affaires d'Egypte avec le grand-visir et le ministre des affaires étrangères. La principale difficulté résulte de la proposition anglaise suivant laquelle, en cas de troubles après l'évacuation, l'Angleterre pourrait envoyer de nouvelles troupes en Egypte. La Porte maintient que la mission de rétablir l'ordre lui incombe. On croit toutefois que l'accord sera possible, moyennant l'insertion d'une clause spécifiant formellement le retrait des troupes anglaises aussitôt après le rétablissement de l'ordre.

A la Chambre des Communes, sir J. Ferguson, répondant à M. Bradlaugh qui demandé le rejet du crédit supplémentaire pour la mission Wolff, déclare que sir H. D. Wolff a jeté les bases des réformes qui donneront très probablement des résultats très satisfaisants. L'évacuation dépend du laps de temps nécessaire pour l'exécution de ces réformes. Sir H. D. Wolff remplit maintenant la dernière partie de sa tâche en faisant des propositions à la Porte qui n'ont été combattues par aucune puissance et les négociations sont entrées dans une phase qui donne grand espoir. M. Smith insiste sur l'impossibilité de fixer la date de l'évacuation. Le crédit est ensuite adopté par 234 voix contre 146.

Autrement dit, les Anglais n'abandonneront l'Egypte que lorsqu'ils y seront contraints et forcés. Il faudrait bien mal les connaître pour espérer qu'ils se retireront de bon gré.

DÉPÊCHES DE LA NUIT

Par fil spécial de la « Tribune »

AVANT LA SÉANCE

Conseil des Ministres

Paris, 8 mars

Le conseil tenu dans la matinée s'est entretenu de la grève de Bessèges.

La réunion partielle des mineurs a décidé de reprendre le travail.

Une autre réunion générale sera convoquée.

M. Millaud a rendu compte de son voyage à St-Etienne et à Nice.

La loi sur les accidents du travail

Paris, 8 mars.

La commission chargée d'examiner les projets Lockroy, Félix Faure, Martin, Nadeau, etc., relatifs à la sécurité des ouvriers des usines et manufactures, à pris les résolutions suivantes :

Le principe de l'indemnité serait admis dans les deux cas suivants :

Incapacité permanente, absolue ou partielle, de travail.

Pour les hommes, l'indemnité sera égale aux deux tiers du salaire sans pouvoir être inférieure à 400 francs ni supérieure à 1,200 francs par an.

Pour les femmes, elle sera calculée sur les mêmes bases et ne pourra être inférieure à 250 ni dépasser 600 francs par an.

En cas de mort, l'indemnité sera égale à deux années de salaire et payée

---

Feuilleton de LA TRIBUNE du 9 Mars 1887

30

GERMINAL

PAR

ÉMILE ZOLA

DEUXIÈME PARTIE

III

— Je viens d'apprendre qu'elle est allée ce matin mendier chez les bourgeois de la Piolaine, et Maigrat qui leur avait refusé du pain, lui en a donné,.. On sait comment il se paie, Maigrat.

— Sur elle, oh ! non ! faudrait du courage... C'est sur Catherine qu'il en prend.

— Ah ! écoute donc, est-ce qu'elle n'a pas eu le toupet tout à l'heure de me dire qu'elle étranglerait Catherine, si elle y passait !... Comme si le grand Chaval, il y a beau temps, ne l'avait pas mise à cul sur le carin !

— Chut !... Voici le monde.

Alors, la Levaque et la Pierronne, l'air paisible. sans curiosité impolie, s'étaient contentées de guetter sortir les visiteurs, du coin de l'œil. Puis, elles avaient appelé vivement d'un signe la Maheude, qui promenait encore Estelle sur ses bras. Et toutes trois immobiles, regardaient s'éloigner les dos bien vêtus de madame Hannebean et de ses invités. Lorsque ceux-ci furent à une trentaine, de pas, les commérages reprirent avec un redoublement de violence.

— Elles en ont pour de l'argent sur la peau, ça vaut plus cher qu'elles, peut-être !

— Ah ! sûr !... Je ne connais pas l'autre, mais celle d'ici, je n'en donnerais pas quatre sous, si grosse qu'elle soit. On raconte des histoires ?

— Elle aurait des hommes donc !... D'abord, l'ingénieur...

— Ce petiot maigre !... Oh ! il est trop menu, elle le perdrait dans les draps,

— Qu'est-ce que ça fiche, si ça l'amuse ?... Moi, je n'ai pas confiance, quand je vois une dame qui prend des mines dégoûtées et qui n'a jamais l'air de se plaire où elle est... Regarde donc comme elle tourne son derrière, avec l'air de nous mépriser toutes. Est-ce que c'est propre ?

Les promeneurs s'en allaient du même pas ralenti, causant toujours, lorsqu'une calèche vint s'arrêter sur la route, devant l'église. Un monsieur d'environ quarante-huit ans en descendit, serré dans une redingote noire, très brun de peau, le visage autoritaire et correct.

— Le mari, murmura la Levaque, baissant la voix, comme s'il avait pu l'entendre, saisie de la crainte hiérarchique que le directeur inspirait à ses dix mille ouvriers. C'est portant vrai qu'il a une tête de cocu, cet homme !

Maintenant, le coron entier était dehors. La curiosité des femmes montait, les groupes se rapprochaient, se fondaient en une foule : tandis que des bandes de marmaille mal mouchée trainaient sur les trottoirs, bouche béante. On vit un instant la tête pâle de l'instituteur qui se haussait, lui aussi, derrière la haie de l'école. Au milieu des jardins, l'homme en train de bêcher restait le pied sur sa bêche, les yeux arrondis. Et le murmure des commérages s'enflait peu à peu avec un bruit de crécelles, pareil à un coup de vent dans des feuilles sèches.

C'était surtout devant la porte de la Levaque que le rassemblement avait grossi. Deux femmes s'étaient avancées, puis dix, puis vingt. Prudemment, la Pierronne se taisait, à présent qu'il y avait trop d'oreilles. La Maheude, une des plus raisonnables, se contentait aussi de regarder ; et, pour calmer Estelle réveillée et hurlant, elle avait tranquillement sorti au grand jour sa mamelle de bonne bête nourricière, qui pendait, roulante, comme allongée par la source continue de son lait. Quand M. Hennebeau eut fait asseoir les dames au fond de la voiture, qui fila du côté de Marchiennes, il y eut une explosion dernière de voix bavardes, toutes les femmes gesticulaient, se parlaient dans le visage, au milieu d'un tumulte de fourmilière en révolution.

Mais trois heures sonnèrent. Les ouvriers de la coupe à terre étaient partis, Bouteloup et les autres. Brusquement, au détour de l'église, parurent les premiers charbonniers qui revenaient de la fosse, le visage noir, les vêtements trempés, croisant les bras et gonflant le dos. Alors, il se produisit une débandade parmi les femmes, toutes couraient, toutes rentraient chez elles, dans un effarement de ménagères que trop de café et trop de cancans avaient mises en faute. Et l'on n'entendait plus que ce cri inquiet, gros de querelles :

— Ah ! mon Dieu ! et ma soupe ! et ma soupe qui n'est pas prête !

IV

Lorsque Maheu rentra, après avoir laissé Etienne chez Rasseneur, il trouva Catherine, Zacharie et Jeanlin attablés, qui achevaient leur soupe. Au retour de la fosse, on avait si faim, qu'on mangeait dans ses vêtements humides, avant même de se débarbouiller : et personne ne s'attendait, la table restait mise du matin au soir, toujours il y en avait un là, avalant sa portion, au hasard des exigences du travail.

Dès la porte, Maheu aperçut les provisions. Il ne dit rien, mais son visage inquiet s'éclaira. Toute la matinée, le vide du buffet, la maison sans café et sans beurre, l'avaient tracassé, lui était revenue en élancements douloureux, pendant qu'il tapait à la veine, suffoqué au fond de la taille. Comment la femme aurait-elle fait ? et qu'allait-on devenir, si elle était rentrée les mains vides ? Puis, voilà qu'il y avait de tout. Elle lui conterait ça plus tard. Il riait d'aise.

Déjà Catherine et Jeanlin s'étaient levés, prenant leur café debout ; tandis que Zacharie, mal rempli par sa soupe, se coupait une large tartine de pain, qu'il couvrait de beurre. Il voyait bien le fromage de cochon sur une assiette ; mais il n'y touchait pas, la viande était pour le père, quand il n'y en avait que pour un. Tous venaient de faire descendre leur soupe d'une grande lampée d'eau fraîche, la bonne boisson claire des fins de quinzaine.

— Je n'ai pas de bière, dit la Maheude, lorsque le père se fut attablé à son tour. J'ai voulu garder un peu d'argent... Mais, si tu en désires, la petite peut courir en prendre une pinte.

Il la regardait, épanoui. Comment ? elle avait aussi de l'argent !

— Non, non, dit-il. J'ai bu une chope, ça va bien.

Et Maheu se mit à engloutir, par lentes cuillerées, la pâtée de pain, de pommes de terre, de poireaux et d'oreille, enfaîtée dans la jatte qui lui servait d'assiette. La Maheude, sans lâcher Estelle, aidait Alzire à ce qu'il ne manquât de rien, poussait près de lui le beurre et la charcuterie, remettait au feu son café pour qu'il fût bien chaud.

Cependant, à côté du feu, le lavage commençait, dans une moitié de tonneau, transformée en baquet. Catherine, qui passait la première, l'avait empli d'eau tiède ; et elle se déshabillait tranquillement, ôtait son béguin, sa veste, sa culotte, jusqu'à sa chemise, habituée à cela depuis l'âge de huit ans, ayant grandi sans y voir du mal. Elle se tourna seulement, le ventre au feu, puis se frotta vigoureusement avec du savon noir. Personne ne la regardait, Lénore et Henri eux-mêmes n'avaient plus la curiosité de voir comment elle était faite. Quand elle fut propre, elle monta toute nue l'escalier laissant sa chemise mouillée et ses autres vêtements, en tas, sur le carreau.

(A suivre)

une fois pour toutes à la veuve sans pouvoir dépasser 2,500 francs.

La commission a admis le principe de l'indemnité au mari dans le cas de mort de sa femme, sans fixer la somme qui devra être payée.

La commission a repoussé l'amendement établissant l'indemnité dans le cas d'incapacité du travail professionnel.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 8 mars

PRÉSIDENCE DE M. FLOQUET

La séance est ouverte à 2 h. 1/4.

Secours aux victimes du Midi et de Saint-Etienne

Le président appelle la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit d'un million cinq cent mille francs pour venir en aide aux populations éprouvées par les tremblements et aux victimes du grisou à Saint-Etienne.

Le crédit a été voté sans discussion et à l'unanimité.

La Proposition Maillard

Le président annonce ensuite qu'il a reçu de M. Maillard la proposition d'affecter la séance de chaque samedi à la discussion des affaires courantes.

L'urgence est déclarée.

La Chambre aborde immédiatement la discussion de cette proposition qui, après les observations de M. Maillard et de M. Mérillon, est repoussée par 283 voix contre 236.

La loi sur les céréales

Puis vient la suite de la discussion de la loi sur les céréales.

M. Floquet, président, annonce une proposition préjudicielle de M. Jaurès, tendant à l'ajournement. Cette proposition devant être discutée avant les projets Achard, Félix Faure et Yves Guyot.

M. Achard proteste, estimant que son projet est plus large et demande la priorité pour lui.

M. Floquet répond que la priorité appartient aux demandes d'ajournement.

M. Jaurès défend sa proposition.

Il compare les grands propriétaires réclamant des mesures de protection aux nourrices qui s'octroient les meilleurs morceaux en disant ; ça profitera au petit.

Si l'on considère qu'un tiers de la terre en France représente le travail, les deux autres tiers représentent les titres de rente, on est forcé d'admettre que les droits ne profiteront qu'aux gros propriétaires. Les républicains ne doivent pas séparer les mesures économiques des mesures de justice sociale. Protégeons le travail, rien de mieux, mais à condition que le travail en profite.

L'orateur refuse d'accorder son vote au renchérissement du pain, si le travail rural ne doit pas en profiter.

M. de Soubeyran combat l'ajournement. Il cherche à établir la nécessité de la protection par l'antagonisme des intérêts de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis. Il fait remarquer qu'aucun orateur n'a défendu le principe du libre-échange. Cette médiocre plaidoirie en faveur des intérêts du capital est applaudie par les Ferrystes et les droitiers.

M. Clémenceau, de la droite, demande à trancher la question des droits.

M. Millerand déclare qu'il votera la première partie de l'amendement Jaurès pour que les ouvriers puissent profiter des droits.

Il demande le vote par division.

La première partie de l'amendement Jaurès, ainsi conçue : *La Chambre, considérant que sous un régime démocratique, la protection doit s'exercer en faveur du travail*, est repoussée par 353 voix contre 158.

La deuxième partie ainsi conçue : *surseoit à statuer sur l'article premier, applicable aux céréales*, est repoussée par 338 voix contre 220.

L'ensemble de l'amendement est repoussé.

M. Achard défend un contre projet ainsi conçu : *Le 1er juillet prochain, les droits sur les céréales sont supprimés.*

Il demande le renvoi de la discussion à jeudi.

La Chambre repousse cette proposition.

M. Achard dit qu'il faut revenir aux vrais principes de la saine économie politique en votant contre les droits. C'est pour avoir méconnu la liberté commerciale que le XVIIIe siècle a sans cesse été agité par le spectre de la famine. Tout droit mis sur le pain constitue un abus du législateur.

L'orateur reconnaît les malaises de l'agriculture, mais il n'ignore pas que ce sont des sentiments politiques qui animent les partisans des droits.

Ce discours, interrompu par les applaudissements de la gauche se termine par un chaleureux appel aux sentiments d'humanité de la droite.

Le contre projet de M. Achard est repoussé par 151 voix contre 374. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi.

La séance est levée à 6 h. 3/4.

LES ALLEMANDS AU MAROC

Le consul général d'Autriche-Hongrie à Tanger signale les progrès considérables que le commerce allemand fait au Maroc. Il assure que des voyageurs de commerce allemands sillonnent sans cesse le pays, et que dans toutes les places importantes on trouve des négociants allemands établis. Tous, naturellement, s'efforcent de n'introduire que des articles allemands.

Jusqu'à présent, l'Autriche avait la spécialité de la fabrication des fez; maintenant, l'Allemagne introduit au Maroc ces mêmes articles; les draps allemands écartent ceux d'autres provenances. L'Allemagne vend également des couteaux de poche avec manche en bois, que l'Autriche importait autrefois par millions. En un mot, l'Allemagne écarte rapidement les autres produits, et il n'est que temps que les nations intéressées portent leur attention sur la situation qui ne tardera pas à leur être faite au Maroc.

Un Port militaire à Bizerte

On paraît fort s'émouvoir, en Italie, du projet qu'attribuent plusieurs journaux au gouvernement français de créer un port militaire à Bizerte sur le sol du protectorat tunisien. L'émotion s'explique, dans une certaine mesure, par le peu de distance qui sépare ce point de la côte africaine, de la Sardaigne et de la Sicile; les côtes de ces dernières sont, en effet, si rapprochées de la première, que du cap sarde de Spartivento et du promontoire sicilien de Lilybée on peut, par les temps clairs, apercevoir le littoral septentrional de la Tunisie à Bizerte et au cap Bon. Mais on comprendrait moins que l'Italie s'étonnât ou s'offusquât d'une pareille création, alors que son gouvernement paraît être très engagé à fond dans une alliance offensive et défensive avec l'Allemagne au cas d'un conflit entre celle-ci et un de ses voisins, et que, tout récemment, l'organe même de M. Depretis, le *Popolo Romano* déclarait qu'en cas de « conflit sur le Rhin ou dans la péninsule des Balkans » on ne pourrait pas « demander à un peuple de trente millions d'habitants de s'en désintéresser et d'y assister en spectateur indifférent ». Les journaux de la droite italienne ne laissent pas moins percer une certaine impatience de voir l'occasion s'offrir à l'Italie de se servir de son armée de plusieurs centaines de mille hommes et de « sa flotte de premier ordre ».

Il n'y aurait donc rien que de fort naturel à ce que la France songeât, pour la défense de la côte tunisienne et d'une partie du littoral algérien, à utiliser la superbe position qu'elle peut utiliser à Bizerte, Mais il est probable que le projet de création d'un port à Bizerte, dans la pensée des journaux qui pressent instamment le gouvernement de s'en occuper, vise tout autant et plus encore l'Angleterre que l'Italie. C'est ce qu'on s'est dit de suite à Londres. où le *Foreign office* paraît même avoir été sérieusement impressionné par un rapport du consul anglais à Tunis dans lequel est développé ce thème : que la création d'un port militaire à Bizerte serait « un véritable danger » pour l'Angleterre.

La situation de la rade de Bizerte se prête, en effet, merveilleusement à l'installation d'un grand port militaire. Elle donnerait aux flottes françaises un abri incomparable, elle leur offrirait un refuge assuré; celles-ci pourraient en sortir au moment psychologique pour attaquer une flotte ennemie qui s'aventurerait dans le chenal étroit formé par la Tunisie et la Sicile. Enfin, on pourrait transporter à Bizerte les arsenaux et les installations de Rochefort ou de Lorient, ce qui serait logique, car la France a quatre ports militaires sur l'Océan et un seul dans la Méditerranée. Cette répartition actuelle de ses forces navales ne correspond plus aux conditions nouvelles qu'ont faites à la France la conquête de l'Algérie et l'installation de son protectorat en Tunisie, ainsi que les changements accomplis depuis vingt ans dans l'Europe méridionale. La puissance maritime de la France dans la Méditerranée trouverait là des garanties qu'elle n'a pas aujourd'hui. La création d'un port militaire à Bizerte n'implique de la part de la France aucun dessein agressif. Tout lui conseille dans la Méditerranée une politique essentiellement conservatrice et elle a assez à faire de s'assimiler ou tout au moins de s'attacher et d'imprégner de sa civilisation les races indigènes de l'Algérie et de la Tunisie.

Ce n'est pas seulement au point de vue militaire que se recommande l'établissement d'un port à Bizerte. Ce qui manque à la Tunisie, ce sont les ports. Les communications de la France avec elle sont à la merci de tous les accidents de mer. La côte est encore presque à l'état de nature. Un port est projeté à Tunis et il y a celui de la Goulette ; mais cela ne suffit pas, les autres ports étant tout à fait défectueux.

LA CHUTE D'UN ROI

Les Danois l'ont échappé belle.

La *Gazette de Kiel* donne les détails suivants sur l'accident arrivé au roi de Danemarck pendant le dernier bal de la cour :

Après le souper, le roi prit part au cotillon et choisit comme danseuse Mlle Estrüp, la fille du ministre-président du conseil. Il y avait près du trône de la reine un endroit où le parquet était fort glissant; deux couples venaient de tomber quand le roi glissa à son tour, tomba sur le dos et vint frapper violemment avec la tête la dernière marche du trône. Un cri général retentit dans la salle. La musique cessa, et le roi évanoui ne put pas se relever. On lui fit respirer des sels, on lui mouilla le front et il reprit bientôt connaissance.

Pour ne pas inquiéter ses hôtes, il donna le signal de faire recommencer les danses; il fit même une fois le tour de la salle de bal, en tâchant de tranquilliser Mlle Estrüp, qui était dans un état d'excitation nerveuse facile à comprendre; mais bientôt la cour tout entière quitta le bal, et la fête fut brusquement interrompue.

On sut le lendemain que la reine avait été prise d'un tremblement nerveux et qu'une de ses dames d'honneur, la comtesse Reventlow, s'était évanouie. Ces deux incidents, venant s'ajouter à l'émotion causée par l'accident royal, avaient nécessité l'interruption des danses.

Le roi est resté deux jours dans ses appartements. Il a repris maintenant ses occupations et ses promenades, malgré de violentes douleurs à la nuque qui sont les suites de sa chute. Mais toutes les inquiétudes sont dissipées, et les bruits que l'on a répandus à Berlin et à Londres sur l'état général du souverain sont absolument faux.

Allons, eh bien ! tant mieux.

Dépêches de l'Étranger

CONVOCATION DE LA GRANDE SOBRANIÉ

Sofia, 8 mars, 8 h. 30.

La grande Sobranié va être convoqué sous peu.

A la suite de la récente rébellion, la régence demandera à l'assemblée nationale des pouvoirs plus étendus et l'invitera en même temps à prendre une résolution de nature à mettre fin à la fausse situation dans laquelle se trouve la régence vis-à-vis de la Bulgarie et de toute l'Europe.

PACIFICATION DE LA GRANDE COMORE

Zanzibar, 8 mars.

Achimou, le compétiteur de Said-Ali, notre protégé, a fait sa soumission à la suite d'une démonstration militaire. Les croiseurs le *Hussard*, le *Vaudreuil* et le transport la *Meurthe* ont débarqué quelques centaines d'hommes après avoir lancé quelques obus sur la résidence d'Achimou, qui s'est rendu immédiatement. La Grande Comore tout entière a reconnu l'autorité de Said-Ali.

TROUBLES A HARLEM

Harlem, 8 mars.

Les provocations de la police contre les socialistes continuent en Hollande.

A Harlem, un des vendeurs du *Recht voor Allen* avait placé à son étalage le portrait, drapé de noir, de M. Domela Nieuwenhuys. La foule s'est arrêtée devant sa vitrine et, après avoir proféré des menaces, a brisé les vitres à coups de pierres. Elle s'est ensuite portée devant les habitations de deux autres socialistes, qu'elle a traitées de la même façon, puis elle a envahi deux débits de bière, où elle a également commis de nombreux dégâts.

La police a opéré une trentaine d'arrestations.

LES PORTUGAIS A ZANZIBAR

Lisbonne, 8 mars.

Le sultan de Zanzibar a nommé le général Matthews membre de la commission chargée de délimiter la frontière des possessions du Portugal et du Zanzibar.

Les relations diplomatiques avec le sultan seront prochainement rétablies.

ARMEMENTS DE LA TURQUIE

Constantinople, 8 mars.

Une commission présidée par le général de division Tewfik-Pacha, et composée de dix officiers de l'état-major de l'artillerie, a été chargée de se rendre en Allemagne pour y surveiller la fabrication des fusils Mauser commandés par le gouvernement turc et prendre livraison de ces armes après les avoir essayées.

UNE CONSPIRATION DÉMENTIE

Coustantinople, 8 mars.

Le bruit a couru à Constantinople qu'on avait découvert une conspiration contre le sultan et que plusieurs généraux, notamment le maréchal Fuad-Pacha, en faisaient partie. L'enquête a démontré la fausseté des accusations portées contre ces officier.

ABORDAGE EN MER

Formose, 8 mars.

Le paquebot-poste le *Nepaul*, de la Compagnie péninsulaire et orientale. a coulé le 26 janvier, à 28 milles de Woosung, à l'entrée de l'Yang-Tse-Kiang, le transport de guerre chinois le *Wan-Nien-Ching*, qui venait de Formose avec 300 passagers. La collision a eu lieu par temps de brume et par forte brise de Nord-Ouest, ce qui a rendu le sauvetage très difficle.

Malgré les efforts de l'équipage du *Nepaul*, 70 personnes ont péri dans ce sinistre : parmi elles se trouve un général chinois en service à Formose, qui se rendait en mission à Pékin.

LES ANGLAIS EN BIRMANIE

Mandalay, 8 mars.

Les Tswabwas de Woontho, dont on croyait être obligé de faire occuper le territoire, semblent être disposés à reconnaître la suprématie anglaise. On s'attend prochainement à leur soumission complète, et ils ont déjà envoyé au commissaire anglais une députation qui doit lui remettre les revenus du district de Woontho.

LE MARQUIS TSENG

Pékin, 8 mars.

Dès la prise de possession de son poste au Tsong-li-Yamen, le marquis Tseng a fait ses visites officielles aux ministres étrangers accrédités à Pékin, et les a invités à un grand dîner, qui a eu lieu le 29 décembre.

ENTHOUSIASME OFFICIEL EN SERBIE

Belgrade, 8 mars.

L'anniversaire de la proclamation de la royauté en Serbie a été fêté avec beaucoup d'enthousiasme.

Le roi a été partout acclamé en sortant du palais et en entrant à la cathédaale.

La ville était pavoisée.

GRANDES MANŒUVRES EN HONGRIE

Buda-Pesth, 8 mars.

De grandes manœuvres de cavalerie auront lieu le 1er avril, dans les environs de Buda-Pesth et dans plusieurs garnisons de la Hongrie, A cet effet, les réservistes des régiments de hussards ont été appelés sous les drapeaux.

Dans la dernière séance de la commission militaire des Délégations, on a proposé au ministre de la guerre d'acheter le brevet d'invention de l'ingénieur de la Société aérostatique à St-Pétersbourg.

Cet ingénieur, dit-on, aurait déjà fourni des ballons dirigeables au gouvernement serbe.

LA RÉVOLUTION EN BULGARIE

Philipopoli, 8 mars.

Les avis de Philippopoli disent qu'un escadron de cavalerie est parti pour disperser une troupe armée qui tient la campagne contre la régence.

Bucharest, 8 mars.

Les arrestations sont si nombreuses en Bulgarie et la répression si sauvage que tout le monde s'étonne que la régence agisse avec un dédain aussi complet des lois internationales.

On pensait, contrairement à ce qui s'est passé, que les démarches des consuls aboutiraient à la suspension des ordres d'exécution.

Loin de ralentir la répression sanglante, les régents font exécuter des poursuites dans les rues contre les individus compromis ou soupçonnés, et la bastonnade a lieu dans toutes les villes.

TROUBLES A PODGORITZA

Cettinje. 8 mars.

La population musulmane prend une attitude hostile à l'égard des grecs orthodoxes, A Podgoritza, il y a eu un conflit sanglant.

On dit que les musulmans de Podgoritza veulant émigrer en masse.

NOUVEAUX CARDINAUX

Paris, 8 mars.

Les archevêques de Reims, Sens et Rennes sont attendus cette semaine à Rome. On assure que l'archevêque de Paris et le patriarche Azarias seront créés cardinaux au prochain consistoire.

La Population de la France

La séance de l'Académie des sciences morales et politiques du 5 mars, a été remplie par une intéressante communication de M. Levasseur sur la population de la France.

Il n'a pas été fait de recensement officiel de la population en France avant le dix-neuvième siècle. Le premier dénombrement fut fait en 1801. Il donna 27,349,003 habitants.

A partir de cette époque, les recensements ont eu lieu régulièrement tous les cinq ans. En 1816, malgré les terribles guerres de l'empire. la population est de 30,024,209; en 1846, elle est montée à 35,400, 486. Enfin, le dernier recensement, qui a lieu le 30 mai 1885, a donné 38,218,903 habitants.

Si l'on considère la marche de la population par période de vingt ans, on voit qu'elle suit une marche excessivement lente dans sa régularité, et que nous n'arriverons qu'en l'an 2000 à posséder une population double de ce qu'elle était en 1801.

L'augmentation annuelle géométrique de la population des pays de l'Europe est en Grèce de 12 à 1000 habitants ; en Hollande et en Danemarck, de 10; en Angleterre de 9 ; en Allemagne et en Belgique, de 8; en Autriche, en Suède, en Norvège, en Portugal. en Italie, de 7 ; et en France, de 2 seulement Nous tenons donc le dernier rang.

Les grandes guerres laissent une trace profondes dans la population en modifiant la proportion entre la population mâle et la population féminine,. Aussi, en 1824, après les hécatombes de la Révolution et de l'Empire, il y avait 10,950 femmes sur 10,000 hommes seulement. En 1861, après une quarantaine d'années de paix relative, il n'y avait plus que 10,020 femmes pour 10,000 hommes. L'égalité est presque établie. Mais la guerre de 1870 a encore fait augmenter la proportion du nombre des femmes.

Les campagnes se dépeuplent continuellement au profit des villes. La population urbaine, qui n'était que de 24 pour 100 de la population totale de la France en 1845, est aujourd'hui de 35 pour 100.

Si on examine les résultats du dernier dénombrement on voit que l'accroissement de la population a été très faible pendant la dernière période quinquennale.

Et ce qui est plus grave, c'est qu'il y a un certain nombre de départements qui sont moins peuplés aujourd'hui qu'en 1801 ; ce sont les Basses-Alpes, le Calvados, la Drôme, l'Eure, le Jura, le Lot-et-Garonne, la Manche, l'Orne, la Haute-Saône et le Tarn-et-Garonne.

De plus, si les mariages sont nombreux en France, ils sont malheureusement de plus en plus inféconds. La natalité est, en effet, la moins élevée de tous les pays de l'Europe.

On le voit, cette situation est excessivement grave, et les pouvoirs publics feraient sagement et prudemment de s'en occuper. Il faut espérer que les spéculations politiques leur en laisseront le temps, car il y va de l'existence même de la nation.

OPÉRATION DES CAISSES D'ÉPARGNE

Le ministère du commerce vient de publier l'état des opérations des caisses d'épargne en 1886, d'après les résumés sommaires produits par ces établissements.

Ces renseignements ont permis d'établir ainsi qu'il suit la situation au 31 décembre 1886 :

Le nombre des livrets ouverts pendant l'année à de nouveaux déposants a été en 1886 de 474,339 ; il avait été en 1885 de 486,682.

Il y a donc diminution de 12,343, soit 2,53 0/0.

Le nombre des livrets existant au 31 décembre s'est élevé en 1886 à 5,090,132, et en 1885 à 4,926,391.

Il y a donc augmentation de 163,741, soit 3,32 0/0.

Le chiffre des versements effectués pendant l'année par les déposants était en 1886 de 783,211,050 francs 95, et en 1885 de 686,314,527 fr. 09.

Il y a donc une diminution de 4,102,667 fr. 14, soit 0.45 0/0.

Le solde dû aux déposants au 31 décembre était en 1886 de 2,309,025,131 fr. 56 ; il était en 1885 de 2,212,983,891 fr. 88.

Il y a donc augmentation de 94,041,239 fr. 68, soit 4.25 0/0.

LES FEMMES SOLDATS

Dans ses lundis révolutionnaires publiés par la *Justice*, M. Santhonnax signale une intéressante étude de M. Chuquet sur les invasions prussiennes en France, et il extrait de ce livre l'agréable épisode des demoiselles Fernig aides-de-camp de Dumouriez :

Avec Beurnonville et les troupes du camp de Maulde, dit M. Chuquet, venaient en Champagne deux gracieuses et intrépides amazones, filles d'un secrétaire-greffier de la municipalité de Mortagne, les demoiselles Théophile et Félicité Fernig. Elles étaient d'une taille assez petite et de constitution délicate. Elles avaient les yeux et les cheveux noirs, un nez bien formé, un teint frais, une physionomie à la fois douce et hardie, avec un air de noblesse qui inspirait le respect. Elles conservèrent dans les camps la vertu de leur sexe. Bien élevées et modestes, rapporte Dumouriez, elles se sont montrées encore plus extraordinaires par leur pudeur que par leur courage, et les commissaires de la Convention écrivaient qu'au milieu de l'armée composée de jeunes citoyens, elles étaient respectées et honorées.

Accoutumées dès l'enfance aux exercices virils et militaires, victorieuses dans les concours à l'arc de leur pays natal, au mois de mai 1792 elles quittèrent leurs habits de femme, revêtirent « une sorte de caraco auquel pendaient cinq ou six grosses houppes de laines aux couleurs nationales, se mêlèrent aux paysans qui repoussaient les partis isolés, puis aux volontaires et aux groupes du camp de Maulde. Elles combattaient toujours au premier rang. Racontant le combat de Fline (29 août), Beurnonville écrivait à la Convention « que les demoiselles Fernig, qui aimaient la danse aux baïonnettes, avaient tué ou blessé leur bonne part d'Autrichiens et repoussé l'ennemi jusqu'à l'entrée des bois. » Dumouriez les citait à ses soldats dans ses proclamations et les emmenait avec lui dans les circonstances graves. « On vit, au camp de Maulde, Félicité, revêtue de l'uniforme de garde national, tenir sur les fonds la fille d'un caporal de volontaires du Calvados. Dumouriez, parrain du nouveau-né, avait imaginé de le faire baptiser sur l'autel de la patrie par un curé constitutionnel au son de la musique militaire et en présence de toute l'armée. Il était suivi de Beurnonville et de Moreton, qui signèrent avec lui l'acte ds baptême : Félicité, volontaire, *faisant partie de la dite armée*, était accompagnée de son père et d'un capitaine du 2e bataillon de l'Eure. Après la cérémonie, Dumouriez donna le bras à sa commère pour traverser le camp.» Présentés aux conventionnels en mission, Prieur, Sillery et Carra et comparées par eux à Jeanne d'Arc, les demoiselles Fernig reçurent un brevet provisoire d'adjoints aux adjudants généraux. Elles suivirent Dumouriez en Belgique. A la déroute de Nerwinde, elles mirent le sabre au clair pour arrêter la déroute. Un des fuyards les menaçait de sa baïonnette : « Frappe, lui dit-elle, frappe, si tu l'oses, une femme qui te rappelle à l'honneur. » Les Autrichiens avaient brûlé la maison des Fernig, à Mortagne ; la Convention décida qu'elle serait reconstruite aux frais de la nation. Mais ce décret resta lettre morte, et le département du Nord donna aux Fernig une maison toute bâtie à Bruay, près de Valenciennes.

Quand Dumouriez fit défection, les demoiselles Fernig se laissèrent un instant égarer par ses belles paroles. Mais l'attitude des soldats leur ouvrit les yeux. Elles se séparèrent avec tristesse de leur héros, « Elles ne le quittèrent, dit Lairtullier, que lorsqu'il passa sur le sol étranger. où elles voulurent le reconduire elles-mêmes jusqu'à ce qu'il fût en sûreté. Vers le lac de Boucaulde, la sœur ainée, voyant que le cheval de Dumouriez venait d'être tué sous lui, ainsi que celui de Théophile, mit pied à terre, fit monter le général sur le sien, et toutes deux, au moment de la séparation, vidèrent leur bourse dans la sienne, où il se trouvait à peine quelques louis.

Ce qu'il y a d'admirable dans ces deux braves filles, c'est qu'après tant d'héroïsme, elles se résignèrent dans l'exil, à un genre de vie modeste et tranquille. « Elles reprirent, dit M. Chuquet, les vêtements de leur sexe et gagnèrent courageusement leur vie; Félicité tint à Bruxelles un bureau de loterie ; Théophile vendit des objets de toilette dans les foires de Belgique ; mais son cœur battait encore à la nouvelle des prouesses françaises, et elle demandait à son cousin (Audewal, officier au 18e de dragonp) un portrait ressemblant de Bonaporte et de ses lieutenants.

D'après Lairtullier, quand elles entrèrent dans l'armée, Félicité n'était âgée que de seize ans. et Théophile que de treize.

PETITES NOUVELLES MILITAIRES

La médaille de Madagascar

Samedi a eu lieu à Toulon la première distribution des médailles de Madagascar au 4e régiment d'infanterie de marine. 704 militaires ont reçu leur médaille devant le régiment réuni tout entier pour cette cérémonie.

Comme celle du Tonkin, la médaille de Madagascar porte sur sa face le mot *Patrie* avec une tête de République couverte d'un casque.

Le verso porte la mention *Madagascar*, surmontée d'une étoile entourée d'une auréole ; il est orné au bas d'une ancre entourée d'un faisceau de drapeaux.

Le ruban est moiré, à bandes horizontales bleues et vertes.

ÉCHOS JUDICIAIRES

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

Une nouvelle affaire Fenayrou

Hier, ont commencé devant la Cour d'assises de la Seine les débats d'une affaire qui rappelle, par certains détails, le procès célèbre des époux Fenayrou.

Les accusés sont les époux Leclerc. Leclerc ouvrier typographe, s'était marié, en 1876, avec Marie Conchot.

Au mois de juin dernier, il avait pris à sa charge l'exploitation d'une imprimerie dans laquelle il employait une quinzaine d'ouvriers. Mais l'affaire tourna mal très rapidement, et il dut déposer son bilan. Le ménage alla s'installer alors dans un modeste appartement, au cinquième étage, 30, rue Madame. Redevenu simple ouvrier, Leclerc manquait souvent de travail ; quant à sa femme, employée, la nuit, dans un journal, elle gagnait une quarantaine de francs par semaine.

Leclerc voulait obtenir son concordat. Pour cela, il s'était adressé à un sieur Duchier, agent d'affaires, qui avait réclamé 100 fr. d'honoraires. L'ouvrier typographe ne les avait pas.

C'est alors que sa femme songea à un constructeur-mécanicien du nom de Ritter, qui l'avait, prétend-elle, courtisée avant son mariage pour le bon motif, ou pour... l'autre. Peut-être consentirait-il à lui avancer cette somme. Elle se rendit donc aux ateliers de M. Ritter, boulevard Contrescarpe. Celui-ci, après l'avoir écoutée, lui répondit qu'il ne pouvait lui donner que 50 fr., et il les remit à la jeune femme. Cette dernière affirme que, avant de recevoir l'argent, elle dut se livrer à Ritter, qui la conduisit dans une chambre d'hôtel.

Quoi qu'il en soit, les 50 fr. furent aussitôt remis par Leclerc, qui en ignorait la provenance, au sieur Duchier, l'agent d'affaires. Et le 18 novembre 1886, le concordat désiré était voté.

La semaine suivante, Mme Leclerc s'empressa de prélever sur sa paye hebdomadaire une somme de 30 fr., qu'elle alla remettre, contre reçu, au fils de M. Ritter.

Or, ce reçu vint à tomber sous les yeux du mari ; il demanda des explications à sa femme, et apprit alors ce qui s'était passé.

Le 2 décembre, vers huit heures du matin, par une dépêche rédigée d'accord avec son mari, Mme Leclerc invitait M. Ritter à venir la voir, annonça ntqu'elle serait seule: « Donc, à midi, sans faute, écrivait-elle.

Feuille on de LA TRIBUNE du 9 Mars 1887

30

LA COMTESSE SARAH

PAR

GEORGES OHNET

PREMIÈRE PARTIE

VII

Et faisant un geste de dédain, Sarah s'était mise à rire, l'air farouche. Assise sur le bord de son lit, vêtue d'un charmant déshabillé rose, elle balançait machinalement, au bout de son petit pied une pantoufle brodée d'argent. Ses yeux, baissés sous ses longs cils, regardaient, sans la voir, une rosace du tapis. Un silence grave s'était fait, Mrs Stewart n'ayant plus rien à dire et Sarah suivant, les sourcils froncés, de sérieuses pensées.

— J'aurais cependant ardemment désiré aimer, avait-elle repris d'une voix changée. On m'entoure, on me courtise, on m'adore, j'ai fait des passions, vous me le disiez, je le sais. Mais qu'importe qu'on vous aime? Ce qu'il faut, c'est aimer !

Et frappant sa poitrine de sa main :

— Mais pour aimer, il faut sentir palpiter un cœur en soi, et je n'ai jamais rien senti. J'ai vingt-six ans, je parais une jeune femme, mais je suis déjà une vieille fille. Et je n'ai jamais rencontré parmi ceux qui m'ont approchée un seul homme qui m'ait causé une émotion, douce ou même pénible, et dont je puisse dire que je l'ai aimé ou même haï. L'indifférence complète, absolue, désolante, voilà mon lot, et je crois qu'il en sera toujours ainsi.

Sarah avait prononcé ces dernières paroles plus lentement et comme avec une légère hésitation. Devant ses yeux, le grave et beau visage de Pierre Sévérac venait d'apparaître. Celui-là pourtant ne lui était pas indifférent. Il lui avait déplu dès le premier instant par sa réserve hautaine. De tous ceux qui avaient vécu dans son intimité, il était le seul qui ne lui eût pas fait la cour, qui n'eût pas pour elle de ces galanteries prosternées, de ces complaisances serviles, qui faisaient passer sur les lèvres de la jeune fille un méprisant sourire. Il restait à sa place, parlant peu, disant juste ce qu'il fallait, et semblant blâmer les folies au milieu desquelles il passait dédaigneux. Et l'antipathie de Sarah était née de cette résistance, qu'elle sentait en ce jeune homme, le premier qui eût échappé à son joug souverain. Oui certes, quoiqu'elle ne voulût pas l'avouer, elle le haïssait, cet insoumis qui se révoltait avec des airs de moraliste, et surtout elle voulait le haïr.

— Le comte sera un père pour moi, reprit-elle, vous l'avez dit, et c'est justement ce qui m'a décidée. Il aura pour moi de l'indulgence : il m'aime et passera bien des caprices à ma mauvaise tête. Je ne songeais guère à me marier. Mais, en ce moment, je ne sais ce que j'éprouve. J'ai comme une lassitude qui m'accable. Moi qui ne pouvais tenir en place, je ne voudrais plus jamais bouger. Il me semble qu'une transformation s'opère en moi. Mes idées sont très changées. J'ai le désir de me créer un intérieur. Et comme je me défie de moi-même, je veux que cet intérieur soit animé et brillant, afin que j'aie du plaisir à y rester. Le comte a une très grosse fortune, moi, de mon côté, je suis fort riche ; nous aurons un grand état de maison. Nos relations nous permettront de recevoir beaucoup. Il est possible que cette existence si large ne me plaise pas. On ne peut pas vivre éternellement sur les grandes route, ma chère Stewart, et j'aspire à un confortable mieux réglé que celui des hôtels. En somme, je vais imiter les garçons qui se rangent, et faire un fin. Et croyez-moi, c'est la plus raisonnable que je puisse choisir. Etant donnés ma nature et mes goûts, si j'épousais un homme de mon âge, il n'est pas certain que mon ménage n'irait pas promptement à la diable. Un jeune mari n'aurait pas pour moi la bienveillante tendresse dont je me suis assurée avec le comte. Et puis, il faut que je sois dirigée, je le sens, et M. de Canalheilles aura de l'autorité sur moi. Du reste, je suis très franche et j'ai ouvert mon cœur au comte. Il sait ce que je ressens et il comprend ce que je désire. Il ne m'épouse pas les yeux fermés, et il a confiance dans l'avenir. Pourquoi serais-je moins optimiste que lui?

Cette conversation n'avait pas dissipé les appréhensions de la bonne Mrs Stewart, mais elle l'avait réduite au silence. Connaissant le caractère impérieux et résolu de Sarah, elle avait compris qu'il serait inutile d'insister, et que tout ce qu'on pourrait dire ou faire pour combattre sa volonté aurait pour résultat de la pousser plus avant. Satisfaite, d'ailleurs, d'avoir soulagé sa conscience en faisant entendre à Sarah ce qu'elle croyait être le langage de la raison, la dame de compagnie était rentrée dans la douceur de sa vie accoutumée et avait laissé au hasard le soin d'arranger les événements. Mais le hasard semblait avoir décidé que les projets de miss O' Donnor s'accompliraient, car la mort du marquis de Cygne ayant rappelé le comte à Paris. Sarah n'avait pas tardé à le suivre. Et maintenant on était installé dans le petit hôtel de la rue Fortuny et tout se préparait pour le mariage.

La famille du comte avait fait bon accueil à la jeune étrangère. Les Pompéran, gagnés, depuis le voyage de Naples à Marseille, à la cause de Sarah, et voyant s'ouvrir devant eux tout un horizon de plaisirs, avaient fait à l'envi son éloge. Miss O'Donnor, suivie de Mrs Stewart et accompagnée par le comte, s'était rendue au Sacré-Cœur pour faire visite à Blanche. L'orpheline avait été vivement frappée par la beauté de sa future tante et très séduite par sa grâce élégante. A côté l'une de l'autre, Blanche, dans tout l'éclat de ses vingt ans, et Sarah encore dans sa fleur de jeunesse, elles semblaient deux sœurs. Le comte les regardait avec une joyeuse émotion, et il pensait qu'un jour, pas très éloigné peut-être, sa maison, restée si longtemps silencieuse et triste, serait par ces deux charmantes créatures, remplie de gaieté et d'animation. Comme si elle eut pu lire dans l'esprit du comte, Sarah, s'adressant à Blanche, lui disait au même moment :

— Vous savez, ma chère belle, que la maison de votre oncle sera toujours la votre, et que c'est avec une vive joie qu'il vous verra vous y installer...

Le général, les yeux humides, adressa un remerciement muet à celte qui avait si bien deviné sa pensée et si bien exprimé son désir.

— Tu entends miss O'Donnor, mon enfant ? ajouta-t-il. J'espère que tu nous feras, à elle et à moi, la joie de venir bientôt nous retrouver. Je comprends qu'en ce moment la solitude te plaise. Ton deuil est encore si récent que tu ne saurais désirer paraître dans le monde, Mais les regrets, même les plus sincères, ne sont pas éternels. Ta tristesse s'atténura, et peut-être un jour penseras-tu à ta famille. Ce jour-là un des plus heureux de ma vie.

— Je vous remercie, mon oncle, dit Blanche, en embrassant tendrement le vieillard.

Puis, se tournant du côté de Sarah :

— Vous ne vous marierez pas sans que j'aille prier pour vous. Je viendrai dans un coin de l'église, et si vous ne me voyez pas, vous saurez que j'ai n'aura fait, parmi ceux qui vous entoureront, des vœux plus ardents que les miens pour votre bonheur.

(A suivre.)

Nous pourrons passer un petit moment agréable. Je compte sur vous. »

A une heure, M. Ritter arrive. C'est Mme Leclerc, à peine vêtue, qui lui ouvre la porte : elle l'introduit dans sa chambre.

La conversation s'engage. Déjà M. Ritter a déposé son parapluie et s'est débarrassé de son pardessus. Mme Leclerc est étendue sur son lit. Le visiteur s'approche, quand brusquement le mari, qui était aux aguets, fait irruption dans la chambre.

M. Ritter cherche à se retirer. Mais Leclerc lui barre le passage, en s'écriant ; « Ça ne peut pas se passer comme ça : il faut que vous vous arrangiez avec moi ! »

Et en même temps, il saisit M. Ritter à la gorge. Cependant, celui-ci parvient à se dégager et gagne rapidement l'escalier ; mais le mari le rejoint, et, à bout portant, fait feu deux fois sur lui. Une des balles atteint le constructeur à l'abdomen.

Au bruit, les voisins accourent, séparent les deux hommes, pendant que la femme, arrachant le revolver des mains de son mari, allait le cacher sous les pédales d'un piano.

Des gardiens de la paix arrêtent sur-le-champ Leclerc, qui leur déclare que, ayant surpris sa femme en flagrant délit, il a voulu venger son honneur. Il prie les agents de constater que son lit est défait.

Quant à Ritter, transporté en toute hâte à l'hôpital de la Charité, il y rendait, deux jours après, le dernier soupir, non sans avoir énergiquement affirmé jusqu'au bout qu'il mourait victime d'un odieux guet-apens, et sans avoir juré à sa femme et à son fils qu'il n'avait eu aucune relation avec la femme de son meurtrier.

Lorsqu'on a arrêté Leclerc, on a saisi sur lui trois feuilles de papier timbré : l'une du timbre de dimension de 60 c., les deux autres de timbres proportionnels pour billets de 400 à 500 fr.

A l'audience, Leclerc reconnaît qu'il a eu l'intention d'exiger de M. Ritter une reconnaissance, mais il soutient que cette reconnaissance devait simplement contenir l'aveu de ses relations avec sa femme ; il proteste avec énergie contre toute pensée de cupidité.

Quant à Mme Leclerc, elle se borne à déclarer qu'elle n'a agi que sous l'empire de la menace. Le mari a trente-trois ans et la femme trente-quatre.

Les débats sont présidés par M. le conseiller Bérard des Glajeux.

Me Billard, assisté de Me Vautrin, avoué à la cour, réclame 25,000 fr. de dommages-intérêts au nom de Mme veuve Ritter, partie civile.

M. l'avocat général Reynaud soutiendra l'accusation.

Mes Crochard et Corne défendront les accusés.

Nous annoncerons le verdict de cette affaire.

Une épouvantable mégère

Aujourd'hui, mercredi, commencent devant la cour d'assises des Hautes-Pyrénées, les débats d'une épouvantable affaire.

Il s'agit d'un double crime commis dans des circonstances particulières par une domestique de Tarbes, nommée Victorine Monnic.

Cette fille, après avoir tué son propre enfant, a pu, grâce à la criminelle incurie du procureur de la République de Lourdes, M. Barthe, assassiner un autre enfant qu'elle avait rencontré dans les rues de Pau, et qu'elle avait emmené dans le but de le faire passer pour le sien.

Nous rendrons compte de ce procès.

Dépêches de la Région

LOIRE

Saint-Etienne. — *Expéditions de houilles.* — Le tableau général, en nombre de wagons, des expéditions faites pendant la semaine du 26 février au 4 mars est le suivant :

Bassin de Saint-Etienne.

Cie des Houillières de Saint-Etienne	770
des Mines de la Loire	666
des Mines de Beaudrun	343
de Montrambert et Béraudière	1245
de Firminy et Roche-la-Molière	1078
de Monntcel (Sorbier)	»
de Monthieu	»
de Montaud	»
de Montcel (la Ricamarie)	»
de la Petite-Ricamarie	»
de la Porchère	12
de Villebœuf	107
Mines du Cros (M. de Rochetaillée)	204
— d'Unieux (MM. Petin-Gaudet)	»
— de Reveux (Forges Terrenoire)	25

Consommateurs ou transformateurs divers

Compagnie du Gaz	71
Divers	21
Total	4692

Bassin de Rive-de-Gier

Société houillière de Rive-de-Gier	71
Cie de Saint-Chamond	21
du Plat-de-Gier	41
de la Péronnière	227
de la Faverge	32
de Combe-Rigol	88
de Mouillon	»
du Gran-Pont (Couloux)	»
de la Haute-Bappe	7
des Grandes Flaches	30
de Tartaras	12
Divers	42
Total du bassin de Rive-de-Gier	571
— du bassin de Saint-Etienne	4692
— des expéditions de la Loire	5263

Puits-Châtelus. — La compagnie de Beaubrun s'est adressée à Montluçon-Commentry, pour faire venir une équipe d'ouvriers mineurs spéciaux, qui ont l'habitude de localiser le feu. Avec cette équipe, on espère arriver jusqu'au cinquième plan. Là, d'après, les hommes compétents, on sera obligé de s'arrêter. On s'est déjà procuré les scaphandres. Les ouvriers attaquent le feu en se servant de torches qui obstruent les courants et garantissent les ouvriers qui sont derrière.

Dès qu'on sera parvenu au cinquième plan, — si on peut l'atteindre, — on essaiera d'inonder la mine.

Le barrage qui a été fait au-dessus des écuries, laisse passer un air vicié dans lequel on reconnaît la présence du phénol.

Une enquête a été commencée par le parquet, et le juge d'instruction. On a d'abord interrogé les blessés. Ces hommes, qui attendent encore tout de la compagnie et qui sont encore dans le premier effarement, répondent difficilement et d'une façon vague. Nous verrons si les magistrats comprendront la lourde tâche qui leur incombe en poursuivant cette enquête avec toute la rigueur et l'impartialité nécessaire.

Je vous donnerai prochainement tous les renseignements pour que, si l'enquête judiciaire n'aboutit pas, la *Tribune* continue à éclairer l'opinion publique.

Une nouvelle victime. — Hier soir mardi, à cinq heures on a enterré le malheureux Delage, un des blessés en traitement à l'hôpital. Il faisait partie de la *société des anciens militaires*, et était emputé du bras. La société tout entière a été convoquée et a assisté à ses funérailles avec les insignes. On remarquait la présence du secrétaire général, de quelques adjoints des conseillers généraux, Taravelliers, Alfred Colombet et Rondet.

Nos députés. — Les députés opportunistes de la Loire conduits par M. Audiffred, le rapporteur en pied de toutes les commissions chargées de l'étude des lois sur les mineurs, sont allés trouver le ministre de l'intérieur afin d'obtenir la permission de cet honorable fonctionnaire, de déposer un amendement au projet de loi alloüant un million de francs pour les victimes des tremblements de terre.

Ils ont demandé *cinquante mille francs.*

M. Audiffred, pas plus que MM. Duché, Crozat-Fourneyron et Imbert ne se seraient pas tant pressés s'il s'était agi seulement de secourir les ouvriers, car on connaît leur sollicitude à l'égard des travailleurs, Mais tout ce qui est donné par l'Etat ou la charité publique vient en dégrèvement au profit de la compagnie responsable.

La manufacture. — Les journaux reptiliens de la Loire font grand bruit d'une intervention du Sénateur-Barbot l'honorable M. Madignier, maire *in partibus* de Saint-Etienne pour le commencement des travaux d'agrandissement de la manufacture d'armes.

M. Laur avait, avec raison, demandé qu'on confiait à l'industrie privée une partie des commandes de l'Etat. Mais on avait compté sans la bureaucratie et l'administration municipale opportuniste. Il vaut mieux dépenser des millions en pure perte dans des établissements ruineux comme les manufactures de l'Etat que de faire des économies nécessaires et profitables aux contribuables. Pour quiconque connaissant le travail effectué à la manufacture d'armes depuis un an, il est certain qu'il a été dépensé trois ou quatre millions inutilement à confectionner des outillages qui ont été brisés ensuite ou jetés hors service dans des greniers ou des magasins encombrés des preuves matérielles de l'incurie et du gaspillage de la direction militaire, qui a pour complice l'administration municipale. Le ministre de la guerre, qui s'occupe beaucoup de l'Est, ne devrait pas négliger de contrôler les manufactures comme celle de Saint-Etienne, destinées à contribuer puissamment à l'armement national.

Asile de nuit. — Le 19 mars prochain aura lieu, cours St-André, une grande fête de bienfaisance donnée dans ses salons par la *Chorale stéphanoise.*

Arrestation. — On a arrêté le nommé Sardon Jacques, âgé de 20 ans, mineur, demeurant rue du Soleil, 93, sous inculpation de vol d'une sômme de 59 francs au préjudice de son voisin, le nommé Chapelle, Pierre.

Roanne. — *Suicide.* — On a retiré des eaux du canal le cadavre du sieur Martial Sarrazin, âgé de 58 ans, marchand de chèvres.

Le corps paraissait avoir séjourné plusieurs jours dans l'eau et tout donne à supposer que la mort est le résultat d'un suicide attribué à la misère.

Montbrison. — *Suites de l'ivresse.* — Quelques journaux ont parlé d'un prétendu crime qui se serait commis à Lézinieux, le premier mars.

L'on avait trouvé sur la route le cadavre de Jean-Claude Payre, cordonnier, demeurant au bourg de cette commune, et l'on croyait reconnaître les traces d'une agression et du sang qui maculait son visage.

Il n'en était rien, car Payre, ivrogne avéré, avait dû, après une expertise médicale, succomber à une congestion causée par des libations peu ordinaires.

Théâtre.—Vendredi prochain 11 mars, M. de Tarcy, donnera au théâtre de la ville, une seconde et dernière séance sur le magnétisme.

Tout porte é croire que de nombreux spectateurs iront applaudir ce jeune hypnotiseur qui nous montre de si étranges phénomènes.

Solidarité. — La municipalité de Montbrison a décidé que la somme de 250 francs serait adressée à Saint-Etienne pour les victimes du puits Chatelus.

St-Chamond. — *Le Gaz.* — L'administration communale est sur le point, dit-on, de passer un nouveau traité avec la compagnie du gaz, au prix de 24 centimes le mètre cube, tout le monde sait ici qu'il y a quelque temps la préfecture a refusé de ratifier celui par lequel nos conseillers engageaient la ville pendant trente ans pour la fourniture du gaz à 30 c.

Cet empressement de la part du conseil a accepter les conditions de la Compagnie, ne s'explique guère, et étonne beaucoup de monde, attendu que l'un de ses membres, grand industriels, aurait obtenu des conditions de bon marché extraordinaire, et ne paierait, dit-on, que 12 ou 15 c. au plus. Pourquoi un industriel serait-il plus favorisé que la commune ? N'est-ce pas celle-ci qui a consenti à livrer à la Compagnie un monopole grâce auquel elle a pu faire les énormes bénéfices que l'on connait et qui rendent, le directeur et propriétaire de cette Compagnie si exigeante ?

Espérons que le préfet renverra à nouveau le traité à nos conseillers et que ceux-ci réfléchiront avant d'engager la ville pour 30 ans à des conditions aussi onéreuses.

LES ASSISES DU TRAVAIL

Conseil des Prud'hommes

Sous ce titre nous donnerons, à l'avenir, un bulletin des affaires les plus importantes, c'est-à-dire, offrant un intérêt général, qui se jugent dans les Conseils de prud'hommes de notre ville.

Nous pensons ainsi faire œuvre utile. En effet, on se désintéresse trop, suivant nous, de ces questions de travail et de la manière dont sont jugées les affaires nombreuses qui, chaque jour, sont soumises à l'appréciation des prud'hommes.

Conseil du Bâtiment et de Fer

(section du bois)

AUDIENCE DU VENDREDI 4 MARS

Affaire Thomas et Roy

M. Roy, ouvrier ébéniste, avait assigné son patron M. Thomas, en paiement d'un certain nombre d'heures de travail.

A l'audience du bureau de conciliation, il ne se présenta pas. Alors, M. Thomas demanda qu'il lui fût délivré assignation contre Roy, pour paiement d'une indemnité de 80 fr., en réparation d'un préjudice que lui a causé celui-ci, en abandonnant un meuble commencé par lui, et qu'il avait entrepris au marchandage.

L'affaire est revenue vendredi 4 mars devant le bureau général, présidé par M. Aubert vice-président.

Des explications fournies par les parties il résulte que M. Thomas avait en effet donné à Roy un meuble à exécuter à façon pour un prix convenu et d'après un plan déterminé.

L'ouvrier s'était mis immédiatement à l'œuvre et avait déjà débité une partie du bois nécessaire à la confection dudit meuble, lorsqu'il plut au patron de faire quelques modifications au plan primitif, lesquelles occasionneraient un surcroit de travail.

Roy demanda alors aux patrons une plus-value pour ce surcroit de travail; devant le refus de celui-ci d'acquiescer à sa demande, il quitta l'atelier.

Mais M. Thomas prétend que la modification par lui faite est insignifiante, que Roy lui a porté un tort assez grand en laissant son travail en plan, et il évalue ce préjudice à la somme de 80 francs.

De son côté, Roy, au contraire affirme que les changements faits par le patron sont plus importants qu'il ne le prétend, que d'ailleurs la convention primitive se trouve de ce fait brisée.

Qu'en ce qui concerne le préjudice par lui causé au patron, il est nul, attendu que le meuble était tout au plus commencé, n'y ayant travaillé que six heures environ, qu'il abandonne, et que si comme le prétend le demandeur il avait hâte de faire confectionner ce meuble qui lui avait été commandé, il lui était facile de trouver un autre ouvrier pour le faire exécuter, les ouvriers ébénistes ne manquant pas à Lyon et le travail à faire ne nécessitant pas de connaissances spéciales. Le bureau général, après une assez longue délibération, faisant droit aux conclusions du défendeur, déclare que le fait d'avoir apporté une modification au plan primitif du meuble, si légère fût-elle, brisait la convention, et que par conséquent Thomas était mal fondé en réclamant à Roy une indemnité, en conséquence, déboute Thomas de sa demande.

Bien jugé,

LYON ET LE RHONE

Un accident qui a occasionné de graves blessures à notre conducteur, M. Treille, nous a contraint de servir hier par exception, à nos lecteurs de Lyon, l'édition des départements.

Le cas de M. Bouffier. — Le premier aejoint de la mairie centrale, questionné par un conseiller municipal, au sujet de la démission de ses fonctions, a déclaré que la note que nous avions publiée était juste, mais prématurée, qu'il était en effet décidé à démissionner, mais à l'expiration de son mandat, pour donner suite à une entreprise commerciale à New-York.

Accident du pont Lafayette. — Comme son aîné, le pont Morand, le pont Lafayette a eu sa victime.

Petrus Besson, un brave père de famille, âgé de 52 ans, dirigeait comme contre-maître les travaux de démolition de l'ancien pont dont l'entreprise est confiée à M. Pangaud, entrepreneur de travaux publics.

Vers sept heures du matin, Besson monté sur le haut d'un cabestan dirigeait les travaux et, pour aider le personnel, placé sous ses ordres, il payait d'exemple tenant en main une des longues cordes tendues entre les piles à démolir ; une pression subite se produisit sur la corde et lui fit perdre l'équilibre. Besson, lancé dans le vide, vint s'abattre lourdement sur un des contreforts du pont ; puis rebondit dans l'espace et se brisa la colonne vertébrale sur les rebords du gabarrit qui se trouvait au-dessous. Le médecin, appelé en toute hâte, ne pût que constater le décès de ce malheureux.

Le corps, placé sur un brancard a été conduit à son domicile, cours Morand, 28.

Besson est père de famille et était l'unique soutien de son père, âgé de 87 ans.

La commission de police du quartier a ouvert une enquête, pour savoir à qui incombent les responsabilités de cet accident.

La voirie. — Sous cette rubrique nous avons dit, dans notre numéro d'hier, ce que notre devoir de journaliste nous obligeait à dire sur les personnages réactionnaires ; petits ou grands, qui encombrent nos administrations ; nous avions sous la main un employé de la voirie, nous l'avons signalé à ses chefs, promettant de revenir sur les agissements de ce fonctionnaire peu scrupuleux. Une lettre nous parvient aujourd'hui, émanant d'un négociant bien connu de Lyon; nous la publierons dans son entier ; elle en dit plus que nous n'en pourions dire nous-mêmes.

Monsieur le Rédacteur en chef
du journal *la Tribune*,

Une révocation à faire au milieu de cent, permettez à un lecteur assidu de votre journal radical socialiste de porter à la connaissance du public les faits suivants. Un employé de la voirie se permet de faire de nombreux métiers, sauf celui dont il touche les émoluments, il vend des seaux pour recevoir les immondices, se charge de procurer aux entrepreneurs de devantures à réparer, etc., etc. S'il cumulait, quoique à tort, mais loyalement ces différents métiers on pourrait, à mon avis, le rappeler à ses devoirs. Si un modeste commerçant n'adhère pas à ses propositions de placement, le fonctionnaire parvit et arbitrairement le poursuit avec toutes les rigueurs du règlement municipal, dans le cas contraire le règlement disparaît pour faire place aux faveurs dont peut disposer le fonctionnaire.

On est tout surpris de voir critiquer le gouvernement républicain, cette critique ne pourrait exister si l'administration était elle-même foncièrement républicaine, mais...

De nombreuses protestations se sont produites contre un fonctionnaire de la voirie. Est-ce le même que vous avez visé dans votre journal ? Je l'ignore. Dans tous les cas je sais qu'en son temps une enquête fut ouverte et qu'elle fut étouffée ou oubliée si elle eut suivie la voie qu'elle devait suivre, cet employé aurait été depuis olngtemps cassé aux gages. L'enquête sera-t-elle reprise et donnera-t-elle aux contribuables abusés le résultat qu'ils sont en droit d'en attendre ?

Nous n'ajoutons rien à cette lettre. Tous commentaires sont superflus. La parole est à la voirie.

Une grève. — La grève des cher vriers, maroquiniers, paraissait entrehier dans une période aiguë. Les nouvelles sont meilleures.

La journée d'hier a été marquée par une très grande agitation dans la rue Sébastopol, aux abords de l'usine Rochier. Une manifestation un peu bruyante, mais pacifique, composée d'environ 300 personnes partait de la rue Sébastopol et entrait sur le cours Lafayette, lorsque les agents de la sûreté, secondé par de fortes escouades de sergents de ville, procédèrent à l'arrestation de 15 des manifestants qui furent incarcérés dans le chambre de sûreté de la caserne des gardiens de la paix du cours Lafayette.

Des démarches ont été faites aujourd'hui auprès du parquet pour faire élargir provisoirement au mois, les prévenus ; cette démarche est restée sans résultats. Les grévistes comparaîtront aujourd'hui à l'audience des flagrants délits.

La journée d'hier a été ralativement calme, une grande animation n'a cessé de continuer aux abords de l'usine. Un de nos collaborateurs s'est rendu sur les lieux pour étudier de *visu* la situation.

Le calme le plus remarquable n'a cessé de régner.

Les ouvriers grévistes ont fait preuve d'une rare prudence et d'une grande fermeté.

De nombreux gardiens de la paix font circuler les curieux ; beaucoup d'agents de la sûreté sont semés ça et là autour des groupes. Rien ne fait prévoir de nouvelles complications. Nos renseignements particuliers nous permettent d'assurer que M. Rochier est le plus antipathique des patrons de Lyon.

Souscription pour les victimes de l'accident de Saint-Etienne. — Collecte faite à l'assaut de chant du café des Allobroges chez M. Félix, 114, avenue de Saxe, angle de la rue Vauban, 3 fr. 30.

Association syndicale des typos de l'imprimerie Nouvelle, 25 fr.

Les ouvriers et ouvrières de la maison Girard, 4,45.

Musique militaire du 92e régiment d'infanterie. — *Sémiramis,* ouverture, Rossini.

Le *Prophète*, fantaisie, Meyerbeer.
Le *Lac Bleu*, fantaisie pour saxophone.
Le *Torquato*, fantaisie, Donizetti.
Lina, polka pour piston.

Bellecour, de 3 à 4 heures

BULLETIN FINANCIER

Bourse de Lyon du 8 mars.

La bourse s'est remise franchement à la hausse, et avec elle les affaires se raniment.

Malheureusement, comme il était facile de le prévoir, le petit public est resté en dehors de la reprise.

Les banquiers ont très habilement entretenu l'inquiétude et continueront à prêcher la prudence et l'abstention jusqu'au jour où les prix leur paraîtrons suffisants pour écouler ce qu'ils ont si bien su cueillir dans les bas cours.

Alors, toutes les nouvelles seront bonnes et M. Gogo fera leur jeu une fois de plus.

Ce que la spéculation a vendu à 76, à 90, à 60, est bien entre les mains de quelqu'un.

Soyez tranquilles, ce quelqu'un vous repassera le paquet à 83, 99 et 68 francs.

NOTES DE BOURSE

Paris, 8 mars.

Le marché est excellent. Toutes les rentes et valeurs sont en hausse. Les consolidés anglais atteignent une plus value de 2/16.

On signale de nombreux achats au comptant et l'abondance de l'argent.

Les chemins de fer sont calmes mais fermes.

ENTERREMENT CIVIL

Les funérailles civiles du citoyen Pétrus Besson, victime de l'accident survenu avant hier au pont Lafayette, auront aujourd'hui à 2 h. 2/3.

Le convoi partira du pavillon nord du pont Morand pour se rendre directement au cimetière de la Guillotière.

Le citoyen Besson était membre actif de la loge La Solidarité de Givors. Tous les Frères sont invités à ces funérailles.

Obsèques civiles

Le parti républicain, cruellement éprouvé depuis quelques temps, vient encore de perdre un des siens. Jules-Charles Delacre, vient de mourir en libre penseur sincère, désirant mettre le dernier acte de sa vie en harmonie avec les convictions de toute sa vie. Ses funérailles seront purement civiles.

Delacre était un ardent républicain, un démocrate obscur, mais sincère, que la mort vient d'enlever à l'affection des siens, à l'âge de 45 ans. Ses nombreux amis assisteront tous à ses obsèques qui auront lieu aujourd'hui, mercredi, à onze heures trois quarts.

CHRONIQUE DU TRAVAIL

COMMUNICATIONS DIVERSES

Société du Centenaire de 1789. — La commission administrative du Centenaire invite les détenteurs de carnets et de listes de souscriptions à vouloir bien les rapporter d'ici au 10 mars prochain au siège de la société, 7, rue Lanterne, pour être échangées, ainsi que les cartes de 1886, qui ne sont valables que jusqu'au 31 mars 1887.

Grève de la Guimperie lyonnaise. — La Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers guimpiers, invite tous ses membres à une grande réunion privée qui aura lieu samedi, 12 mars, à huit heures du soir, au siège social, rue des Capucins, 20. — Urgence.

Les groupes et chambres syndicales, détenteurs de listes de souscriptions, sont priés de les faire parvenir au plus tôt chez le citoyen Robin, place de la Croix-Rousse, 2

LE SYNDICAT.

La Chambre syndicale des tailleurs de pierres et sciéurs et ravaleurs de Lyon et du Rhône convoque toute la corporation à une grande réunion générale d'urgence, pour le jeudi 10 mars, à sept heures et demie précises du soir, au siège social, place Raspail, 4.

Tourneurs robinetiers. — La chambre syndicale des tourneurs-robinetiers, réunis en séance extraordinaire, dimanche, 6 mars, a voté à l'unanimité, la somme de deux cents francs pour les grévistes, les métallurgistes de Vierzon, les guimpiers de Lyon, les porcelainiers de Vierzon, les porcelainiers de Méhien-sur-Yièrè.

Chambre syndicale des tanneurs et corroyeurs. — On demande un ouvrier pour Givors. S'adresser à M. Bertholan, rne Sébastien-Gryphe, 119.

Chambre syndicale des ouvriers plombiers-appareilleurs. — La chambre syndicale dans sa séance du 8 courant, proteste de la manière la plus énergique contre les agissements de la maison Pétavit, qui profite de la crise pour forcer ses ouvriers à aller en campagne, à des prix complètement dérisoires, ou si non les renvoie de ses ateliers.

La chambre syndicale invite donc tous les ouvriers travaillant pour cette maison d'assister à la réunion qui aura lieu le 10 courant, à 8 heures du soir, au siège social, rue de Chartres, 26.

Ordre du jour :

Question sur la mise à l'index de la maison Pétavit, rue de Godefroy, 3.

Questions diverses.

Dernière Heure

FIL SPÉCIAL DE « LA TRIBUNE »

Paris, 8 mars.

MORT DE PAUL FÉVAL

Le romancier Paul Féval est mort, ce matin, dans la maison des frères de Saint-Jean-de-Dieu,

LE PAPE ET LE SOCIALISME

Rome, 8 mars.

On annonce que le pape prépare une encyclique sur le socialisme.

Dans une réunion de cardinaux, Léon XIII aurait dit que les idées générate de cette encyclique avaient reçu l'approbation complète de Bismarck.

RIXE SANGLANTE

Mâcon, 11 h. 27.

Une rixe sanglante a éclaté rue Dufour, entre deux individus logés chez Cottin et Thivin. L'un d'eux a reçu trois coups de couteau à la tête. La police s'est transportée sur les lieux.

L'état du blessé est désespéré.

LA SURTAXE DES CÉRÉALES

Paris, 11 h. 7.

En prévision du cas où la Chambre élèverait les droits établis sur les blés, M. Déaudréis, député de l'Hérault, s'est concerté avec un grand nombre de ses collègues, notamment avec MM. Ménard-Dorian, Vernière, Galtié, etc., pour présenter un amendement ayant pour but d'affecter aux travaux de construction des canaux du Rhône une partie des ressources nouvelles que le trésor tirerait du relèvement des droits.

L'EXPLOSION DE QUAREGNON

Mons, 10 h. 56.

52 mineurs du puits de Quaregnon auraient réussi à se sauver.

On a acquis la triste certitude qu'il ne reste plus un seul ouvrier vivant dans le puits de Quaregnon.

LA GRÈVE DE BESSÈGES

Bessèges, 11 h. 33.

La majorité des ouvriers s'étant prononcée au scrutin pour la reprise du travail, la compagnie a rallumé les fours Bessémer.

DÉPART DE M. DE LESSEPS

Paris, 10 h. 40

M. de Lesseps est parti ce matin pour Berlin.

DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS ALSACIENNES

Strasbourg, 10 h. 44.

Une ordonnance promulguée à Strasbourg, dissout toutes les associations centrales des sociétés de gymnastique comme ayant des tendances françaises.

La société chorale de Ribeauville a été également dissoute pour avoir soutenu M. Simonis, candidat protestataire.

MORT DU PEINTRE GUILLAUMET

Paris, 11 h. 38.

On annonce la mort du peintre orientaliste Guillaumet.

LES INSPECTEURS DES ENFANTS ASSISTÉS

Paris, 11 h. 5.

M. Goblet a soumis à la signature du président de la République un décret délibéré en conseil d'Etat, et réglant les conditions de nomination et d'avancement des inspecteurs des enfants assistés.

LES FACULTÉS DE DOUAI

Paris, 11 h. 6.

M. Berthelot, ministre de l'instruction publique, s'est prononcé, après enquête auprès des pouvoirs et des corps électifs, compétents pour le transfert à Lille des facultés des Lettres et de Droit qui sont actuellement à Douai.

LE COLLÈGE DE FRANCE

Paris, 11 h. 19.

M. Berthelot a fait signer à M. Grévy un décret déclarant d'utilité publique les travaux d'agrandissement du collège de France.

L'ANNIVERSAIRE DE KLÉBER

Strasbourg, 10 h. 43.

Une couronne magnifique, ornée de rubans aux couleurs françaises, a été déposée cette nuit sur le socle de la statue de Kléber à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du général révolutionnaire.

PIPES SÉDITIEUSES

Metz, 10 h. 53.

La police a confisqué chez les marchands de tabac un grand nombre de pipes reproduisant les traits du général Boulanger.

MALADIE DE M. CLÉMENCEAU

Paris, 10 h. 27.

M. Clémenceau, qui devait partir aujourd'hui pour Bruxelles, est retombé malade, et est obligé de garder la chambre.

LES AFFAIRES DE CORSE

Paris, 10 h. 23.

Le gouvernement va immédiatement prendre des mesures pour remédier aux abus signalés en Corse.

Dès aujourd'hui, le garde des sceaux a demandé un rapport au procureur général près la cour de Bastia.

ARRESTATION D'UN TRAITRE

Londres, 11 h. 13.

Un employé des chantiers de Chatham a été arrêté sous l'inculpation d'avoir vendu à un gouvernement étranger les plans des vaisseaux de guerre anglais.

LA QUESTION BULGARE

Londres, 11 h. 17.

Un accord serait conclu entre la Russie et l'Autriche, qui laisserait toute liberté d'action au tsar dans la question bulgare.

L'Autriche s'efforce d'amener la régence à faire à la Russie toutes les concessions possibles pour éviter une occupation.

APPEL DES TERRITORIAUX

Paris, 9 h. 20.

Quelques journaux ont annoncé que la date de l'appel des territoriaux en cas de mobilisation avait été changée, ajoutant que les hommes de l'armée territoriale avaient reçu l'ordre de rejoindre leurs régiments le cinquième jour après la mobilisation. Ces nouvelles sont absolument inexactes, l'état-major général a simplement modifié quelques points de détail, et comme cela se fait tous les ans, le plan de mobilisation, on a du changer les lettres de service de plusieurs officiers de la territoriale, mais il n'y a point eu d'autres mesures prises. Cependant le ministre de la guerre s'est ému des bruits divers répandus depuis quelques mois on prévoit que des indiscrétions involontaires pourraient être commises à cette occasion, et on assure que le ministre de la guerre se propose de soumettre au conseil des ministres cette question et de rechercher s'il n'y aurait pas lieu d'interdire la propagation de toute nouvelle concernant la mobilisation de la défense nationale.

ALLIANCES ÉTRANGÈRES

Rome, 6 h. 5.

Contrairement aux assertions publiées par la Tribune *de Rome, le* Temps *affirme, d'après ses renseignements particuliers que l'alliance entre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche n'est pas encore renouvelée.*

Les négociations ont subi un temps d'arrêt, mais elles sont néanmoins très avancées, et ont tendu, de la part de l'Italie, à conserver intactes les lignes générales du traité existant, dont le but était la conservation de la paix.

Il est absolument inexact que l'Italie soit disposée à s'engager dans nue guerre contre la France.

LEUCORRHÉE (PERTES BLANCHES) et **Chlorose.** Guérison certaine et rapide par l'emploi de l'**Elixir de Robinia,** de **Villaroto.** Prix : 4 fr. — Lyon, Phie LAVOCAT, 41, r. Ferrandière et toutes pharmacies.

BOURSE DE PARIS

du 8 mars 1887

Précédente Clôture	VALEURS	PREMIER COURS	DERNIER COURS
.... ..	3 % Français nouv.	.... ..	.... ..
80 22 1/2	3 % Français.....	80 45	80 50
83 60	3 % Amortissable.	83 90	83 95
108 75	4 1/2 % Franç. 1883	108 90	109 ..
95 85	5 % Italien	96 05	96 25
64 3/8	Espagne 4 % ext..	64 1/2	64 3/8
.. ..	Hongrois 4 %.....	77 50	.. ..
.. ..	Portugais 3 %....	54 1/2	.. ..
.... ..	4 % Turc	13 80	13 75
362 50	Dette d'Egypte uni.	365 ..	367 50
.... ..	Banque de France.	4175 ..	.... ..
1358 75	Crédit Foncier.....	1362 50	1361 50
462 50	Banq. d'Esc. Paris.	465 ..	467 50
545 ..	Crédit Lyonnais...	545 ..	547 50
... ..	Banque Ottomane .	490 ..	491 25
... ..	Banq. Autrichienne	477 50	478 75
397 50	Panama	398 75	396 25
1240 ..	Paris-Lyon-Médit.	1245 ..	1243 75
475 ..	Autrichiens.....	477 50	482 50
... ..	Lombard	192 50	193 75
318 75	Saragosse.....	320 ..	... ..
365 ..	Nord-Espagne	366 25	367 50
738 75	Méridion. (Cie Ital.).	742 50	745 ..
1975 ..	Suez.....	1985 .	1987 50 .
101 1/16	Consol. à Londres.	101 1/4	101 1/4

SPECTACLES ET CONCERTS

du Mercredi 9 mars 1887

Grand-Théâtre. — *Les Huguenots*,

Théâtre des Célestins. — Bureaux 7 h. 1/2; rideau à 8 h. »/».

Francillon, comédie en 3 actes par A. Dumas. *L'Invitation à la valse.*

Théâtre du Gymnase. — Représentations du professeur John's. Tous les soirs. Immense succès.

Casino des Arts, rue de la République. nº 81. — Tous les soirs, spectacle concert à 9 heures.

Scala-Bouffes. — Concert-spectacle à 9 heures.

Folies-Bergère. — Le dimanche, bal de sept heures à minuit; les dimanches, de deux heures à six heures, et les mardis et jeudis, de sept à onze heures, patinage avec orchestre.

Théâtre-Guignol (passage de l'Argue). — Tous les soirs, spectacle terminé par une parodie.

Concert le Progrès (182, rue Garibaldi). — Samedis, dimanches et jeudis, à sept heures et demie, concert varié. — Entrée libre.

Théâtre Guignol de la Guillotière, direction de M. Ballandras. — Brasserie Bellardon, cours Gambetta, 26. — Tous les soirs, à huit heures, spectacle varié, terminé par une parodie.

Caveau des Célestins (Théâtre Guignol). —Tous les dimanches et fêtes, grande représentation.

Théâtre Guignol du pont de la Feuillée —Tous les soirs, à huit heures, spectacle varié terminé par une parodie.

Théâtre Guignol (rue Port-du-Temple). — Tous les soirs, spectacle varié.

Panorama de Reischoffen. — Visible tous les jours.

Théâtre Joli. Spectacle tous les jours.

BOURSE DE LYON

du 8 mars 1887

FONDS D'ÉTAT FRANÇAIS ET ÉTRANGERS	Comptant	Dr cours
3 0/0 Franç. n.	80	25
Au porteur.	..	..
Coupures....	80	25
3 0/0 amortis. f.	..	..
3 Coupures ...	83	40
Petites coup.	..	..
4 1/2 0/0 83 n..	108	45
Au porteur..	108	45
Coupures....	108	45
Petites coup.	108	55
5 0/0 Italien...	..	..
5 G. Coupures	..	..
Coupures r..	95	80
Petites coup.	96	..
D.C. Ottom. s.D.	..	..
Hong 4 0/0 81..	..	..
Coup. fl.....	..	..
Russe 5 0/0 77 c.	..	..
Petites coup.	99	20
Egypte 7 0/0....	..	..
Crédit lyonn..	544	37
Banque Ottom.	489	37
B. I. R. P. Aut..	476	87
Autriche-Hong	478	75
Nord-Espagne.	365	..
Saragosse.....	317	50
Can. Suez T. P.	..	..
Canal interoc..	..	..
Soc. fonc. lyon.	300	..

OBLIGATIONS — Cours du jour

Ville de Lyon.	97	25	
V. de Paris 65.	520	50	
V. de Paris 69.	407	..	
V. de Paris 71.	396	..	
V. de Paris 75.	520	..	
V. de Paris 76.	517	..	
Foncière 77....	377	..	
Foncière 79....	478	..	
Foncière 83 t..	375	..	
Foncière 85 3..	450	..	
Communale 79.	470	..	
Communale 80.	472	..	
R.-et-L. 4 0/0...	592	..	
P.-L.-M.....	382	50	
P.-L.-M. 1866..	388	..	
Midi nouv	..	..	
Est algér. 3 0/0	..	..	
Dombes S.-E...	381	50	
Dombes nouv.	..	..	
Ch. du Rhône.	347	50	
Mostag. Tiar..	..	..	
Ouest-Algér 4 %	..	..	
Autrich. 1e hyp.	..	..	
— 2e hyp.	..	..	
Pampel. obl. sp	329	50	
Lombard 3 %..	308	50	
— nouv.	314	25	
Saragosse.....	342	..	
— 2e hyp	327	..	
N.-Espagne 1..	371	..	
— 2e série	349	..	
Portugaises...	324	50	
Créd. m. E....	..	..	
Andalous 3 %..	323	..	
Ast. Gal. L. 3 %	330	..	
— nouv.	..	..	
Etat de Serbie 5	390	..	
Terre-N. 6 %..	..	..	
Her-Bockum...	..	..	
C. g. eaux 3...	380	..	
Cie gé. E. 5....	525	..	
Emp. Hong. ...	300	..	
—Russe 4 % 69	86	10	
—4 % 80.....	80	45	
Canal int. 5....	..	..	
— 3 %	212	..	
— 4 %	270	..	
Suez.....	589	..	
Om. trav. Lyon	311	..	
Transatlan. 5.	..	..	

ACTIONS — Cours du jour

GAZ		
Lyon.....	990	..
St-Etienne....	..	..
FONDERIES		
T. Noire ex....	90	..
De l'Horm. nou.	..	..
Creusot	..	..
H. F. Acié. mar.	472	50
H. F. Franc.-C..	105	..
Ac. F. Firminy	..	..
MINES		
De la Loire ...	190	..
D. Montrambert	777	50
St-Etienne	272	50
Rive-de-Gier...	..	..
BATEAUX		
Bateaux-Omn.	..	
DIVERSES		
Comp. g. d. E.	..	
Croix-Rousse...	..	..
Om. tram. Lyon	635	..

CONDITION DES SOIES ET LAINES DE LYON

BULLETIN DU 7 MARS

NOMB.	SORTE.	FRANC	ESPAG	PIÉM.	ITALIE	BROUS	SYRIE.	TUSSA.	CHINE.	CANT.	JAPON.	POIDS
50	ORG..	10	3	7	9	»	3	1	2	4	10	4307
48	TRAM.	6	»	5	»	»	3	9	14	11	3317	
54	GRÈG.	6	»	1	13	2	1	3	14	5	9	4106
12	DIV...	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
13	BOBI..	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
»	LAIN..	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
177		22	3	8	27	2	4	7	25	23	30	11730

BALLOTS PESÉS

5	ORG..	»	»	»	3	»	»	»	1	»		243
4	TRAM.	1	»	1	»	»	»	1	1	»		130
82	GRÈG.	»	»	»	»	»	2	46	16	18		4100
»	DIV...	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
91		1	»	1	3	»	»	2	47	18	18	4573

CONDITION DES SOIES DE SAINT-ETIENNE

BULLETIN DU 7 MARS

NOMB.	SORTE	FRANC	CHINE	BENG.	JAPON.	ITALIE	PIÉMO.	PERSE	BROUS	CANT.	SYRIE.	POIDS.
21	ORG..	5	4	1	4	1	»	»	»	»	6	1912
11	TRAM.	»	9	»	1	»	»	»	»	1	»	806
4	GRÈG.	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	228
»	DIV...	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
36												2947

BALLOTS PESÉS

»	ORG..	»	5	»	»	»	»	»	»	»		497
8	TRA..	»	»	3	»	»	»	»	»	»		724
15	GRÈG.	»	15	»	»	»	»	»	»	»		1221
»	DIV...	»	»	»	»	»	»	»	»	»		...
23												

Ouvrées, 18. — Grèges, 5. — Moulins, 0.
Décreusage, 24.

CONDITION DES SOIES D'AUBENAS

BULLETIN DU 5 MARS

NOMBRE	SORTES	POIDS
4	Organsins	496
»	Trames	»
2	Grèges.....	1
»	Ballots pesés.....	408
6	TOTAL.....	1920

Dernier numéro placé : ».
Total du 1er au 16 : kilog. ».
Opérations de décreusage : ».
— de titrage : ».

Le Gérant : F. BLANC.

Imprimé avec les encres de la Société générale des encres et produits chimiques de Dijon

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE
Association syndicale des Ouvriers Typographes
Rue Ferrandière, 52 et rue Palais-Grillet, 9

Etudes de Me L. PRUNIER, avoué à Lyon, rue Constantine, 5, et de Me Georges DALIN, avoué à Lyon, rue Gentil, 1,

VENTE

Par folle enchère, ensuite de licitation
En l'audience des criées du Tribunal civil de Lyon
D'UNE

MAISON

Sise à Lyon, rue Garibaldi, 276
Mise à prix : 40.000 fr,
Revenu brut : 2.973 fr.
ADJUDICATION
Au samedi 12 mars 1887, à midi

Pour les renseignements, s'adresser: 1º à Me L. Prunier, avoué à Lyon, rue Constantine, 5; 2º à Me Georges Dalin, avoué à Lyon, rue Gentil, 1; 3º à Me Ravier, notaire à Lyon, place des Squares, 1; 4º à MM. Nathan Cerf et Loubaud, régisseurs d'immeubles, demeurant à Lyon, rue des Marronniers, 9, et, pour voir le cahier des charges, au greffe du Tribunal civil de Lyon, où il est déposé.

Etude de Me Antonin TRILLAT, avoué à Lyon, place du Change, 2.

VENTE

DE BIENS DE MINEURS
Aux enchères publiques, avec concours d'étrangers
En l'audience des criées du Tribunal civil de Lyon, au palais de Justice, place de Roanne.
EN UN SEUL LOT
D'UNE

PROPRIÉTÉ

DE RAPPORT

Sise sur la commune de Caluire (Rhône), chemin de Vassieux, 3, près de la Grande-Rue-Saint-Clair.
Composé de :

MAISON ET VIGNES

Contenance d'environ 3,250 m.
ADJUDICATION
Fixée au samedi dix-neuf mars mil huit cent quatre-vingt-sept, à midi.
Mise à prix : 10,000 fr.
Pour plus amples renseignements, s'adresser à Me Trillat, avoué poursuivant à Lyon, place du Change, 2, et pour voir le cahier des charges, au greffe du Tribunal civil de Lyon, où il est déposé.
Pour extrait :
2401 f Signé : A. TRILLAT

A VENDRE

Plants Américains
Greffés et soudés
M. LAVERRIÈRE, à Anse (Rhône)

Réglisse Auvergne aux bourgeons de sapin, souveraine contre irritation, catarrhe, rhume, bronchite, boîte, 1,25, 1/2 boîte, 0,75 J. Auvergne, à Morestel (Isère)

La Publicité par Abonnement

L'AGENCE DE PUBLICITÉ Vor FOURNIER

LYON. ---- 14, rue Confort, 14. ---- LYON

Offre à MM les Commerçants et Industriels une combinaison de publcité par abonnement à des conditions tout à fait exceptionnelles.

On sait que la publicité n'est efficace que si elle est permanente, très étendue et très variée.

Or, cette condition est remplie si l'on fait tous les jours et successivement une annonce dans l'un des sept principaux journaux de Lyon (une annonce par semaine ou 52 annonces par an dans chacun; au total, 364 annonces par année).

De plus, **M. Fournier**, ayant trouvé dans les administrations des journaux le concours le plus empressé pour que le prix de ces 364 annonces fût accessible aux budgets les plus modestes.

Tout commerçant ou industriel qui donnera une annonce à publier 52 fois par an dans sept journaux à choisir dans la liste ci-après, soit 364 annonces au total, n'aura à payer, pour toute l'année, que **120** fr. pour chaque ligne passant alternativement tous les jours de l'année dans l'un des sept journaux choisis.

AINSI

2 lignes (répétées 364 fois) coûteront				**240 francs**	
5	—	—	—	—	**600** —
10	—	—	—	—	**1,200** —

Une annonce de 10 lignes passant 25 fois dans chacun des huit journaux, au total 364 fois, coûtera donc **1,200** par an, ou **100** francs par mois, ou **3** fr. **33** par jour en moyenne; une annonce de 5 lignes coûterait moitié moins; une annonce de 2 lignes, cinq fois moins, etc. Pour les réclames, les prix seront le double de ceux ci-dessus indiqués pour les annonces quatrième page.

Liste des Journaux parmi lesquels chaque Client peut en choisir SEPT à son gré

LYON { **Progrès, Nouvelliste. Express, Petit Lyonnais, Salut Public, Courrier de Lyon, La Tribune, Moniteur Judiciaire, Courrier du Commerce, Passe-Temps, Moniteur des Soies, la Discussion**

SAINT-ÉTIENNE. — Mémorial de la Loire, Petit Stéphanois, Moniteur, Loire Républicaine.

GRENOBLE. — Avenir de l'Isère. Petit Dauphinois.

SPÉCIMENS D'ANNONCES

QUE CHACUN PEUT MODIFIER SELON SON GOUT ET SA PROFESSION

2 lignes (20 fr. par mois)
HOTEL de famille, rue.... table bourgeoise.

3 lignes (30 fr. par mois)
Mme HERMANN Avenir par les cartes, cours de.....

4 lignes (40 fr. par mois)
Prêts sur HYPOTHÈQUE. Immeubles. Biens ruraux. Renseignements gratuits. — M. ALO, rue.....

5 lignes (50 fr. par mois)
MÉTHODE MULLER
Seule garantissant réforme radicale de l'écriture en 12 leçons. M..... rue.....

6 lignes (60 fr. par mois)
Grand Assortiment
de Vins fins, Liqueurs et Spiritueux, produits de la Grande-Chartreuse. Maison .....place..... Lyon.

10 lign (100 fr. par mois)
PENSION BOURGEOISE
VIE DE FAMILLE
On prend des Pensionnaires des deux sexes. Bonne cuisine de ménage. Chambres et appartements confortables — Bon air pour les convalescents. — Prix modérés. Soins particul. — S'adresser rue .....

Hôtel des Ventes — 19, Rue Confort, 19

VENTE DES MEUBLES

Les Mardis, Mercredis, Jeudis, Vendredis, de 1 heure à 5 heures

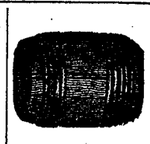
AVIS IMPORTANT. — *Pour faire vendre tous Objets mobiliers quelconques, envoyer, de sept heures à midi,* **rue de l'Hôpital, 6.**

AUCUNE FORMALITÉ N'EST EXIGÉE

ACCOUCHEUSE

Mme Veuve YVERNAT

Rue du Vieil-Renversé, 3, angle de la rue du Doyenné (St-Georges)
LYON
Tient des Pensionnaires. — Chambres indépendantes. — Discrétion assurée. — Renseignements par correspondance. — PRIX MODÉRÉS.



VINS DE RAISINS SECS

Envoi gratis, méthode détaillée et prix courant des matières pour le fabriquer soi-même, sans frais d'ustensile, ainsi que **Cidre, Bières, Liqueurs, Cognac, Rhum, Kirsch.**

50 00 D'ÉCONOMIE

Ecrire BRIATTE et Cie, négociants à Prémont (Aisne)
15 centimes pour envois franco

AGENCE DE PUBLICITÉ V. FOURNIER

SUCCURSALE
SAINT-ÉTIENNE
Rue Sainte-Catherine, 6,

Correspondant de l'Agence Havas
14, RUE CONFORT, 14, LYON

SUCCURSALE
GRENOBLE
Passage Teisseire

Pour les Journaux ci-dessous désignés par une astérisque, les Annonces et Réclames en seront reçues exclusivement

A L'AGENCE

LYON : * Progrès. — * Nouvelliste. — * Express. — * Petit Lyonnais. — * Salut Public. — * Courrier de Lyon. — * Moniteur Judiciaire. — * La Tribune. * Echo de Fourvière. — * Courrier du Commerce. — * Moniteur des Soies. — * Bulletin du Moniteur des Soies. — * Passe-Temps. — * Gazette agricole et viticole. — * Lyon horticole. — Construction lyonnaise. — * Journal de Médecine vétérinaire. — * Le Tintamarre lyonnais — La Revue du diocèse. — Journal des Locations. — La Revue lyonnaise. — * Les Annales Lyonnaises. — * L'Accord-Parfait. — * La Revue Géographique littéraire. — * Lyon s'amuse.

Villefranche : Journal de Villefranche. — Le Progrès agricole. — L'Indépendant du Beaujolais.
Tarare : Bon Citoyen.
Grenoble : Avenir de l'Isère. — Le Petit Dauphinois. — Le Dauphiné catholique.
Allevard : Gazette d'Allevard.
Voiron : Petit Voironnais.
Bourgoin : Indicateur.
Saint-Marcellin : Mémorial de Saint-Marcellin.
Vienne : Le Journal de Vienne. — Le Moniteur viennois.
Saint-Etienne : Mémorial de la Loire. — Petit Stéphanois. — Moniteur de la Loire. — Journal de Saint-Etienne. — Loire Républicaine. — Echo des Mines.
Montbrison : Journal de Montbrison.
Roanne : Journal de Roanne. — Union Républicaine de Roanne.
Bourg : Le Courrier de l'Ain. — Le Progrès de l'Ain. — L'Indépendant de l'Ain. — L'Avenir.
Belley : Messager du Dimanche.
Trévoux : Journal de Trévoux.
Nantua : Abeille du Bugey.
Mâcon : Journal de Saône-et-Loire. — Union républicaine.
Châlon-sur-Saône : Courrier de Saône-et-Loire. — Progrès de Chalon-sur-Saône. — Dépêche.
Louhans : L'Indépendant. — Le Journal de Louhans.
Tournus : Journal de Tournus.
Charolles : Echo de Charolles. — La Démocratie charollaise.
Valence : Le Messager. — L'Echo de la Drôme. — Le Journal de la Drôme. — Le Journal de Valence.
Annonay : Journal d'Annonay. — Haute-Ardèche.
Genève : Journal. — Feuille d'Avis. — Tribune, et les principaux journaux suisses.

Sont reçues aux mêmes Bureaux les Annonces pour tous les Journaux du monde

Envoi FRANCO *du Tarif général sur demande affranchie*

EN VENTE A L'AGENCE FOURNIER

Les listes officielles des Loteries Lorraine (tirage du 15 janvier) Loterie de Nice (tirage du 16 janvier). Prix : 10 centimes.

EN VENTE

dans tous les Kiosques le **Journal la TRIBUNE**

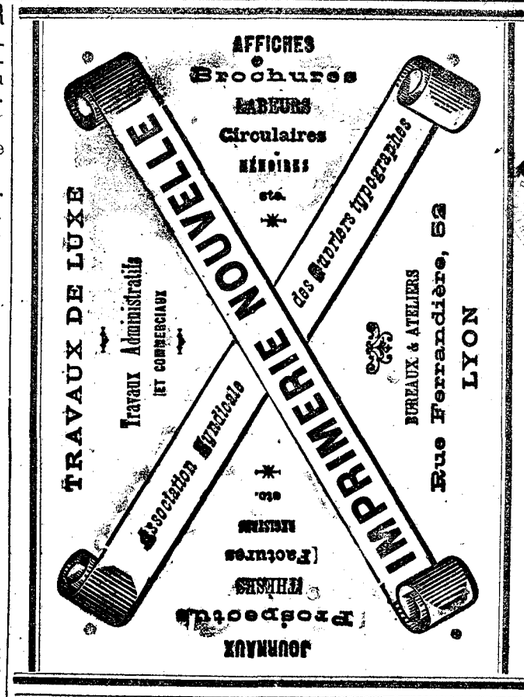
Grand format. Le numéro, 5 c.

EAU MINÉRALE NATURELLE

VICHY

Sources de l'État

GRANDE-GRILLE. — Affections lymphatiques, maladies des voies digestives, engorgements du foie.
HOPITAL. — Affections des voies digestives, pesanteur d'estomac, digestion difficile.
CÉLESTINS. — Affections des reins, de la vessie, gravelle, calculs urinaires, goutte, diabète, albuminurie.
HAUTERIVE. — Comme Célestins.
EXIGER le NOM de la SOURCE sur la CAPSULE
DÉPOT à LYON
16, Rue de la République
VENTE à prix réduits de toutes les Eaux minérales de France et de l'Etranger.



Madame LÉONORA, Somnambule

Guérit les maladies. — Consultations gratuites. — Le jour à 10 h., 2 à 4h. Soir, 7 à 9 h. — 9, rue Jean-de-Tournes, à l'entresol.

Vient de paraître

L'ANNUAIRE GÉNÉRAL

DU COMMERCE DE LYON
ET DU DÉPARTEMENT DU RHONE
POUR L'ANNÉE 1887

PRIX, RELIÉ : **12** FRANCS
Par la poste, **13** fr.

EN VENTE A L'AGENCE VICTOR FOURNIER
14, Rue Confort, Lyon
Et chez les principaux Libraires

L'Annuaire général du Commerce de Lyon comprend :

1º La liste des habitants de Lyon classés par rues et numéros des maisons ;
2º La liste des habitants de Lyon classés par ordre alphabétique ;
3º La liste, par professions et ordre alphabétique des commerçants et industriels de Lyon et de la banlieue ;
4º La partie administrative, contenant la liste complète et méthodique de toutes les administrations et autorités d'ordre civil, judiciaire, militaire et religieux ;
5º La nomenclature par ordre alphabétique de toutes les communes du département du Rhône, avec les noms du maire, des fonctionnaires et des principaux commerçants ;
6º La liste des boulevards, places, rues, quais, par ordre alphabétique, avec l'indication des tenants et aboutissants, des arrondissements et des cantons de justice de paix dont ils dépendent ;
7º Un indice général de toutes les matières contenues dans le volume ;
8º Un Plan de la ville de Lyon.

Feuilleton de LA TRIBUNE du 9 Mars 1887

30

Flamberge au Vent!

PAR

E. VAUQUELIN & AYRAUB-DEGEORGE

XII

PLACIDE

— Que dois-je faire ensuite, mon père?

— Attendre ici mes instructions. Vous occuperez la petite cabane située au fond du jardin. Ou plutôt, dit le provincial en se ravisant, non, j'ai mieux que cela pour vous. Je vous attache à la personne de M. le chevalier de la Vergne. Dès aujourd'hui, vous lui appartenez.

Domenico Brandi prit à sa ceinture un petit sifflet d'argent dont il tira trois notes aiguës.

Un instant après, le maigre Stanislas parut.

— Mon frère, lui dit doucement le provincial avec une nuance très sensible de réserve, presque d'humilité, monsieur le chevalier n'est-il point arrivé?

— Monsieur le chevalier est là, mon père, répondit Stanislas d'un ton plus humble encore et plus soumis.

— Priez-le, mon frère de me venir trouver.

Au lieu de reprendre l'escalier du rez-de-chaussée, Stanislas traversa la pièce où travaillait Domenico Brandi et disparut par une petite porte latérale.

Seul de nouveau avec Placide, le provincial marcha droit à celui-ci, et quand il fut tout près de lui, il lui dit à voix basse :

Vous connaissez, mon fils, la sainte règle de notre ordre. Voués au service de Dieu, nous devons lui consacrer des mains pures et une âme sans tache. Mais la créature est en proie à de continuelles tentations; Satan est bien puissant pour le mal; il sait revêtir toutes les formes. Et s'il est seul, sans guide, sans conseils, sans avertissement, l'homme le meilleur, le chrétien le plus fervent risque de succomber. N'est-il pas vrai, mon fils?

— Mon père, cela est vrai, répondit Placide en joignant dévotement les mains.

— C'est pourquoi, dans sa haute sagesse, le saint créateur de notre ordre, inspiré par la divine intelligence, a voulu que toujours la Société fût avertie des faits et gestes, des pensées même et des intentions de chacun de ses membres, afin de le pouvoir retenir sur la pente fatale, où, sans cela, l'entraîneraient peut-être de diaboliques tentations.

En vous plaçant auprès de M. de la Vergne, je vous donne, mon fils, une haute preuve de confiance, Monsieur le chevalier occupe déjà dans les rangs des humbles serviteurs de Jésus-Christ une situation qui lui permet de rendre à la Société d'importants services. Par une faveur spéciale de notre Saint-Père le Pape, il sera prochainement autorisé, je crois — bien qu'il soit loin d'avoir l'âge requis par nos *Constitutions* — à prononcer ses trois vœux. Vous devez veiller sur lui avec un soin tout particulier et me venir rendre compte chaque semaine de ce que vous aurez observé ou appris. Toutefois, si quelque grave circonstance se produisait, n'attendez pas un seul jour : venez m'en instruire sur l'heure. Voilà qui est dit, n'est-ce pas?

— Mon père, je me souviendrai, répondit Placide.

— Fort bien ! A propos : Monsieur le lieutenant criminel m'a fait remettre certain dossier qui vous concerne.

— Mon père, dit Placide tremblant et d'un ton presque suppliant.

— Vous n'aviez pas dit au révérend père Bonaventure, votre véritable directeur, que vous aviez été condamné à être roué vif, il n'a pas trois ans.

— Mon père, pardon, pardon ! répéta Placide d'une voix étranglée, en tombant à genoux.

— Dissimuler une seule de ses fautes à son confesseur est un péché mortel, mon fils : c'est détruire l'effet réparateur de la confession elle même ; car où il y a dissimulation il ne saurait y avoir repentir sincère.

— L'absolution ! mon père, je vous demande l'absolution !

— Faites pénitence d'abord, mon fils, et cette absolution, dont vous êtes indigne aujourd'hui, venez la demander dans huit jours... Mais relevez vous, ajouta le jésuite d'un ton impérieux ; on vient.

Le chevalier Guy de la Vergne entrait, en effet.

— Mon fils, dit le provincial, vous m'avez demandé un laquais sur la fidélité duquel vous puissiez compter. Notre cher frère Placide vous en servira. Votre confiance en lui peut être absolue. Il est dès maintenant à vos ordres.

La Vergne s'inclina sans mot dire, en jetant sur Placide un regard sournois.

— Maintenant, frère Placide, poursuivit Domenico, allez retrouver le frère Stanislas, qui vous indiquera votre gîte.

— Notre homme est-il là? demanda-t-il ensuite au chevalier, quand Placide eut disparu dans l'escalier.

— Je viens de jeter un regard par le guichet de la porte, répondit la Vergne, et je n'ai vu personne. D'ailleurs, il n'est pas encore neuf heures.

— Peu s'en faut, observa le provincial ; et, tenez...

Le tintement lointain d'une horloge arriva comme un écho affaibli aux oreilles des deux jésuites.

— Je vais examiner la rue, dit le Vergne.

— Vous êtes armé?

Pour toute répense, le chevalier entr'ouvrit le long manteau qui l'enveloppait et montra au provincial tout un arsenal fixé à sa ceinture ; puis il descendit.

Resté seul, Domenico Brandi examina une liasse de papiers et en tira un épais parchemin plié en quatre, qu'il ouvrit. Un plan détaillé de Paris, très finement tracé et peint, où fourmillaient les indications tracées en caractères minuscules, s'offrit à sa vue. Il le considéra attentivement en murmurant :

— Quel peut bien être l'hôte de la demeure où ce Jehdaël s'est rendu aujourd'hui ? Voyons : le logis de Nesle, m'a dit Placide ; le voici. Puis, en suivant la rive de la Seine, voici le Heurt du Port-aux-Passeurs ; le rempart, à deux cents pas de là ; et, près du rempart le couvent des Petits-Augustins. Ah ! voici l'hôtel en question.

Il se pencha pour lire la microscopique inscription qui, sur la carte, indiquait le possesseur du logis.

Soudain il releva la tête.

Elle ! s'écria-t-il, elle en commerce avec les hérétiques, avec Jehdaël surtout, avec cet émissaire actif des calvinistes de Montauban et de la Rochelle! Non, ce n'est pas possible ; elle est trop bonne catholique pour cela. Placide se sera trompé ; moi-même j'ai dû faire erreur. Mais non, continua-t-il en examinant la carte avec un redoublement d'attention, il n'y a pas de confusion possible, car je ne vois de ce côté aucun hôtel autre que celui-là, qui est précisément de construction récente, comme l'a observé Placide. Mais si c'est bien là que Jehdaël s'est rendu aujourd'hui, qu'y allait-il donc faire?

Et Domenico, étreignant son front dans ses deux mains, se plongea dans de profondes réflexions.

Brusquement, il se redressa :

— Quelle pensée ! murmura-t-il. Cette naissance mystérieuse : ce rendez-vous donné à quelques pas de là, au Pré-aux-Clercs ; cette femme en qui le comte de Lusignac a cru voir sa mère ; cette femme masquée et qui s'entourait de tant de précautions, si c'était elle !

(A suivre).

Enregistré à Lyon

Vu par nous, Maire de Lyon, pour la légalisation de la signature ci-contre